



- Edito
- Chroniques
- La vie du laboratoire
- La vie des projets structurants
- Publications
- Agenda

Le mot de la direction

Le **GREDEG** est une Unité Mixte de Recherche sous la double tutelle du Centre National de la Recherche Scientifique et de l'Université Nice Sophia Antipolis. Ce statut d'UMR permet au laboratoire d'accueillir des chercheurs – du CNRS et de l'INRA – et des enseignants-chercheurs de Skema Business School et de l'Université Nice Sophia Antipolis.

Cette première lettre est largement consacrée aux activités scientifiques du GREDEG et à leur diffusion. Ces activités croisent les perspectives économique, juridique et managériale autour d'une thématique centrale de l'unité centrée sur l'innovation et la connaissance. Elles donnent lieu à des recherches dédiées à la compétitivité des firmes et des territoires, les politiques de structuration et de régulation des marchés, les sources du droit, l'apprentissage et l'innovation au sein de l'organisation et de son écosystème, l'économie comportementale et l'analyse des interactions sociales. Une partie importante des travaux est également consacrée à l'histoire de la pensée économique contemporaine et à la méthodologie dans les sciences sociales notamment à la méthodologie du droit économique.

Nous vous souhaitons une bonne lecture pour ces rendez-vous désormais bi-annuels !

Jean-Pierre ALLEGRET, Directeur

Cécile AYERBE et Patrice REIS, Directeurs Adjoints



Directeurs de la publication :
Cécile AYERBE
Jean-Pierre ALLEGRET

Ont contribué à ce numéro :
Cécile AYERBE, Catherine CHEVANCE,
Agnès MOREAU, Martine NAULET



Par Agnès Festré

Projet structurant Complexité et Dynamique des Interactions, des Réseaux et des Marchés

La remise du prix Nobel d'économie à l'américain Richard Thaler en octobre dernier consacre le champ de recherche de l'économie comportementale. Ce domaine avait déjà été récompensé en 2002 lorsque l'Académie royale de la banque de Suède avait décerné le prix conjointement au psychologue Daniel Kahneman et à l'économiste expérimentaliste Vernon Smith. Ce domaine de recherche puise ses racines dans le courant *behavioriste* américain des années 1950 et popularisé en sciences sociales par les travaux de Herbert Simon également récipiendaire du Prix Nobel en 1978.

Du point de vue de l'histoire de la pensée économique ou de la sociologie des sciences, la question se pose de savoir dans quelle mesure la « nouvelle économie comportementale » constitue un nouveau paradigme. En dépit de l'hétérogénéité des approches et des interprétations, il est possible de caractériser un courant qui repose sur des hypothèses bien précises : l'existence de biais comportementaux qui affectent le comportement des individus (les biais pouvant être interprétés de différentes manières soit comme des erreurs de jugement dues à l'incidence de facteurs psychologiques comme l'impatience ou le manque d'attention, soit comme constitutifs de la rationalité limitée des acteurs) ; la dépendance au contexte des choix individuels (les décisions d'un individu peuvent différer uniquement du fait de la présentation d'un problème identique du point de vue de son intérêt propre, son niveau de satisfaction ou ses objectifs) ; l'importance des normes sociales (désapprobation ou approbation par autrui, réciprocité etc.) ou des institutions (institutions de marché, plateformes communautaires...) comme déterminants du degré d'altruisme des acteurs notamment.

Ce renouvellement de l'analyse économique a suscité beaucoup d'engouement et a légitimé l'approche expérimentale en économie qu'elle soit de laboratoire ou de terrain, avec l'essor des expériences *randomisées* conçues pour asseoir des politiques publiques de grande envergure, de lutte contre la pauvreté notamment (cf. Poverty Action Lab / J-PAL). L'ouvrage de vulgarisation de Thaler et Sunstein (2008) témoigne de la percée de l'économie comportementale et est devenu la référence incontournable sur les *nudges* que l'on traduit habituellement par l'expression « coup de pouce » pour évoquer l'idée d'une méthode douce pour orienter les comportements. Au-delà de son apport scientifique et théorique, il comporte une visée politique et se présente comme un véritable manifeste pour un nouveau type de paternalisme : « le paternalisme libertaire », notion « oxymorique » forgée par

les auteurs visant à concilier orientation délibérée des comportements par des institutions légitimées et liberté de choix des individus au moyen des *nudges* dans le but de prendre les « bonnes » décisions en matière de santé, de richesse, de protection de l'environnement et même de bonheur. L'approche de Thaler et Sunstein du comportement individuel se fonde sur l'interprétation dominante des biais psychologiques due à Kahneman et Tversky, qui fait de l'acteur économique un agent désincarné intrinsèquement rationnel dont l'enveloppe externe en interaction avec le monde sensible est plus ou moins perméable à l'influence du psychologique.

Si cette conception dualiste de l'agent économique peut se comprendre d'un point de vue instrumental – elle permet notamment de s'ancrer sur les théories des perspectives (Kahneman et Tversky 1978) et du processus dual de raisonnement (Kahneman 2001) – elle pose problème d'un double point de vue : du point de vue philosophique, elle interroge sur la manière de concevoir la délibération mentale humaine ; d'un point de vue méthodologique, elle révèle les incohérences de l'approche comportementaliste de l'économie du bien-être (cf. Infante, Lecouteux et Sugden 2016).

Sur le plan analytique, les *nudges* réactivent toute une série de questions de recherche transversales à plusieurs disciplines dont se sont emparées les chercheurs de CoDiReM. Par exemple, les *nudges* en tant que dispositifs alternatifs aux incitations économiques classiques renouvellent la littérature sur l'effet d'éviction des incitations sur les motivations (intrinsèques) des acteurs (Festré et Garrouste, 2014). La notion de motivation intrinsèque (issue de la psychologie sociale) et le phénomène d'auto-détermination (*self-determination*) du comportement qui lui est associé (cf. Ryan et Deci 2000) ne sont pas indépendants des normes sociales et des artefacts qui influencent l'interaction sociale (notion de *relatedness*). De ce point de vue, la comparaison entre les notions de *nudges* et d'affordance (notion mobilisée en psychologie cognitive, ergonomie et dans le cadre des interactions homme-machine pour apprécier la potentialité d'un dispositif à déclencher un comportement) permet d'élargir la réflexion sur les facteurs de succès et d'échec des *nudges* et d'alimenter l'un des axes interdisciplinaires de recherche de la Maison des Sciences de l'Homme et de la Société Sud-Est consacré à la question de l'acceptabilité des dispositifs numériques (cf. la vidéo des « regards croisés de l'Université Côte d'Azur » consacrée à cette thématique : <https://vimeo.com/190859588>).

Les mécanismes d'attention sont également centraux pour les *nudges* car ils sont susceptibles de remettre en cause l'équilibre entre l'intérêt des décideurs qualifiés par Thaler et Sunstein « d'architectes du choix » et l'intérêt des individus dont on cherche à orienter les comportements (Festré et Garrouste 2015). D'autre part, le fait de considérer l'investissement en attention comme une alternative à une contribution financière peut affecter la motivation des individus à coopérer dans des contextes de dilemmes sociaux (Rafai et Toumi à paraître).

D'autres travaux s'intéressent aux effets de l'introduction de plateformes numériques sur la coordination interindividuelle (cf. projet UCA « Digi-Com » coordonné par Nobuyuki Hanaki – UNS – et Zakaria Babutsidze – SKEMA Business School – sur les effets comparés des modes de communication médiatisés *via* une plateforme numérique ou de face à face sur la disposition à coopérer des individus ; cf.

également Arena, Oriol et Veryzhenko – à paraître – sur l'impact des plateformes de trading sur le risque de krach financier). Dans le même ordre d'idée, un projet interdisciplinaire en cours associant juristes, économistes, gestionnaires et informaticiens s'intéresse à la co-conception des *smart contracts* (Projet UCA *Smart IoT for Mobility*).

Un autre domaine de recherche plus classique en économie qui se voit bousculé est celui des théories de la décision. L'essor de l'économie comportementale et de son opérationnalisation à travers les *nudges* invite à développer des modèles théoriques des choix individuels plus « réalistes » permettant de mieux rendre compte des processus de jugement à l'origine des choix et de leur dépendance au contexte. Les modèles de décision inspirés de la physique quantique s'avèrent prometteurs et font l'objet d'expérimentations au sein du LEEN (Duchêne, Boyer-Kassem et Guerci 2017).

Références

- Arena L., Oriol N., Veryzhenko N. (à paraître), « Too Fast, Too Furious? Trading algorithmique et instabilité des marchés financiers », *Systèmes d'Information et Management*, Vol. 23, n°2.
- Duchêne S., Boyer-Kassem T., Guerci E. (2017), « Une nouvelle approche expérimentale pour tester les modèles quantiques de l'erreur de conjonction », *Revue Economique*, Vol. 68, n°5, p. 16-31.
- Festré A., Garrouste P. (2014), « Theory and evidence in psychology and economics about motivation crowding out: A possible convergence? », *Journal of Economic Surveys*, Vol. 29, n°2, p. 339-356.
- Festré A., Garrouste P. (2015), « The economics of attention: Is there an appropriate balance between the interests of information providers and users? », *Blog of the London School of Economics and Political Science*, 24 juin 2015.
- <http://blogs.lse.ac.uk/impactofsocialsciences/2015/06/24/economics-of-attention-information-providers-and-users/>
- Infante G., Lecouteux G., Sugden R. (2016), « Preference Purification and the Inner Rational Agent: A Critique of the Conventional Wisdom of Behavioral Welfare Economics », *Journal of Economic Methodology*, Vol. 23, p.1 -25.
- Kahneman D., Tversky A. (1979), « Prospect Theory: An analysis of Decision under Risk », *Econometrica*, Vol. 47, n°2, p. 263-291.
- Kahneman D. (2003), « Maps of bounded rationality: Psychology for Behavioral Economics », *American Economic Review*, Vol. 93, n°5, p. 1449-1475.
- Rafai I., Toumi M. (à paraître), « Willingness to pay attention for others. Do social preferences predict attentional contributions? », *Revue d'Economie Politique*.
- Ryan R.M., Deci E.L. (2000), « Self-determination theory and the facilitation of intrinsic motivation, social development, and well-being », *American Psychologist*, Vol. 55, n°1, p. 68-78.
- Thaler R.H., Sunstein C.R. (2008), *Nudge: Improving decisions about health, wealth and happiness*, New Haven, Yale University Press. Traduction française de 2010, *Nudge. La méthode douce pour inspirer la bonne décision*, Paris, Vuibert.

Le Laboratoire d'Economie Expérimentale de Nice (LEEN)

Le LEEN en bref...

Le LEEN s'insère dans la future plateforme de l'IDEX UCA^{JEDI} (CoCoLaB - *Complexity and Cognition Lab*) destinée à promouvoir les expérimentations en sciences sociales et les collaborations avec les mathématiciens et informaticiens notamment.



Qu'est-ce que l'économie expérimentale ?

L'économie expérimentale est une méthode visant à analyser les comportements d'acteurs économiques en interaction dans un environnement contrôlé afin d'aider les décideurs économiques. C'est également un outil pédagogique. Le LEEN et son équipe accueillent régulièrement des groupes de lycéens de la région pour les initier à la méthode expérimentale et à ses usages en économie.

... et en quelques chiffres au 1^{er} mai 2018 :

3602 individus principalement étudiants inscrits sur la base de recrutements des participants

19 protocoles expérimentaux étudiés

229 sessions expérimentales

Contacts : Site web : <https://orsee.unice.fr/public/>

Directrice du LEEN : Agnès Festré (agnes.festre@unice.fr)

Lab Manager : Imen Bouhlel (imen.bouhlel@unice.fr)



Pro ou anti Linky : La confiance reste à construire autour des nouveaux services énergétiques

Par Nathalie Lazaric, Projet structurant Eco-Système d'Innovation et Apprentissage

Sommes-nous capables de modifier nos habitudes et d'apprendre mieux avec les nouvelles technologies type compteurs intelligents ? La question n'est pas simple et intéresse tant le citoyen, le consommateur, le fournisseur d'énergie que les politiques publiques qui doivent anticiper les innovations du futur et veiller à leur acceptation et leur utilité tout en respectant des accords de Paris sur les changements climatiques. Actuellement le débat fait rage et l'adhésion est loin d'être présente. On pourrait, à première vue, s'étonner étant donnée la large diffusion de ces services dans l'ensemble des pays européens et de l'OCDE, pays dans lesquels la question ne se pose plus. Or, dans le contexte français, le débat ressemble plus à un bras de fer entre énergéticiens et consommateurs qu'à un retard au niveau de l'adoption. En effet, la question des compteurs intelligents est symptomatique d'une vision schumpétérienne dite « *technology push* » et s'inscrit dans une longue tradition de monopole national où le consommateur était absent du système énergétique. L'ouverture à la concurrence des marchés de l'électricité a changé la donne et offre la possibilité de choisir son fournisseur, les services énergétiques associés et l'origine de l'énergie (renouvelable ou électricité dite verte). Une nouvelle feuille de route se met en place et les citoyens, pour certains d'entre eux, sont bien déterminés à ne plus être la simple variable d'ajustement des politiques énergétiques nationales. Les événements récents autour du Linky montrent bien l'ampleur du malentendu et le fossé qui se creuse entre énergéticiens et consommateurs (Le Monde du 28 avril 2018).

Dans ce contexte, les fournisseurs d'énergie se doivent d'apporter des réponses claires aux citoyens notamment sur : 1) les données personnelles et de leur devenir face au déploiement de ces nouveaux services et 2) la question de la neutralité de cette technologie du point de vue du risque sanitaire pour personnes atteintes d'électrosensibilité. Les réponses à ces questions restent un préalable pour un déploiement massif tel que l'envisagent les fournisseurs. Par ailleurs, une question qui n'est jamais abordée est celle des bénéfices pour les consommateurs. En effet, les compteurs intelligents délivrant de l'information en temps réel sur notre consommation d'électricité permettent aussi de mieux connaître nos usages et donc d'apprendre en pouvant mieux maîtriser cette dernière. Les gains potentiels sont

réels... mais le contexte national et les conditions d'adoption doivent être modifiées pour entendre et apprendre des consommateurs et coconstruire un débat serein entre tous les acteurs en incluant pleinement les usagers. La confiance reste un élément essentiel dans ce paysage.

Nos recherches dans ce domaine conduites avec une approche expérimentale de terrain nuancent ce débat. Nos résultats montrent qu'une information en temps réel peut réduire la consommation d'électricité... mais qu'il existe aussi un apprentissage possible sans technologie pour notre groupe témoin impacté par le cadre de l'expérience elle-même. Plus précisément, nous avons constitué plusieurs groupes G1 (sans technologie) et G2 (avec technologie et feedback en temps réel). Résultat qui peut à première vue paraître paradoxal, tous les groupes de l'expérience ont appris que ceux-ci soient dotés ou non de technologie et ont donc réduit leur consommation électrique ! Cet apprentissage est bien sûr plus important quand les technologies sont présentes (plus de 22 % pour G2) mais est néanmoins très significatif pour le groupe sans technologie (13 % pour G1) qui a bénéficié d'un apprentissage indirect (lié aux discussions de voisinage et d'une vigilance particulière liée au fait de se savoir observé). L'apprentissage peut être direct avec l'aide d'une technologie ou indirect par bouche à oreille et sans technologie, soulignant la soif de connaissance de nos concitoyens face à la consommation énergétique. Nos résultats sont à relativiser au regard du débat sur les compteurs intelligents. Notre expérience repose sur des volontaires, motivés à expérimenter dans un contexte précis. Ce cadre fut celui d'une expérience, pilotée par le GREDEG sur la commune de Biot des Alpes Maritimes.

A l'heure où l'ensemble des fournisseurs expérimentent de nouveaux services énergétiques, ces résultats devraient permettre de relativiser le rôle des technologies, de comprendre dans quel contexte les citoyens sont en mesure de changer leurs comportements et d'apprendre. Ils montrent donc qu'un apprentissage indirect n'est pas à négliger et qu'un apprentissage par visualisation a eu des effets inattendus tant au niveau quantitatif que qualitatif ... et surtout que la confiance moteur de tout apprentissage, ne peut pas s'imposer mais se construit sur le long terme entre tous les acteurs de la filière énergétique.

Pour en savoir plus:

Adnane Kendel, **Nathalie Lazaric** et Kevin Maréchal (2017), « What do people 'learn by looking' at direct feedback on their energy consumption? Results of a field study in Southern France », *Energy Policy*, 108, 593-605.

Adnane Kendel et **Nathalie Lazaric** (2015), « The diffusion of smart meters in France: A discussion of empirical evidence and the implications for smart cities in France », *Journal of Strategy and management*, 8(3) 231-244.

« Les compteurs Linky sont un outil majeur au service de la transition énergétique » *Le Monde Economie*, 02 Mars 2018

« L'intox du « premier mort lié au compteur Linky » - *Le Monde* 28 avril 2018



Agriculture durable : De puissants verrous au croisement de logiques de rendement et de préservation de l'environnement

Par Aura Parmentier Cajaiba, Projet structurant Eco-Système d'Innovation et Apprentissage

Que l'on considère la consommation d'énergie, d'eau, la production de biens de consommation ou encore les transports, le besoin d'une transition écologique est aujourd'hui incontesté, et le secteur agricole n'y échappe pas. La rationalisation de la production agricole associée à la mécanisation et à l'usage de produits chimiques se trouve remise en cause. Ce modèle construit sur une logique de rendement des cultures « pour nourrir la planète » est progressivement doublé d'un second objectif de « préservation de l'environnement ». Ce domaine est triplement incité à évoluer. Premièrement, il est établi que les pratiques agricoles uniquement productivistes ont un impact négatif sur l'environnement. Deuxièmement, l'impact sur les travailleurs agricoles questionne aussi la profession. Enfin, pour le consommateur, les produits « bio » sont maintenant une alternative valable.

Il existe déjà des solutions alternatives, parmi elles, les *Produits de Bioprotection et de Biostimulation* (PBB), on parle aussi volontiers d'outils de lutte biologique ou de Biocontrôle. L'UCA et l'INRA ont investi le domaine de la bioprotection via le projet interdisciplinaire structurant BOOST (*Plant Bioprotection & Biostimulation*) qui vise à renforcer la recherche et la diffusion d'innovations agricoles en lutte biologique. Le projet Valbio (VALuation du BIOcontrôle) auquel est associé le GREDEG traite de la diffusion et de l'acceptabilité des innovations de bioprotection et de biostimulation dans le cadre de BOOST.

Cette thématique de diffusion d'innovations agricoles fait écho aux travaux pionniers dans le domaine sur la diffusion du maïs hybride (Ryan et Gross, 1943). Malgré la prise de conscience grandissante des problématiques écologiques et au vu de la triple contrainte qui s'applique au secteur, les PBB peinent à être diffusés. Force est de constater que le modèle dominant reste l'approche chimique. A quoi est liée l'intégration lente des méthodes de biocontrôle ?

L'intégration d'approches alternatives aux chimiques est en pratique compliquée notamment du fait de logiques propres aux deux classes de produits. Ces logiques s'expriment à différents niveaux : la nature du produit, les pratiques agricoles, les législations et les marchés. Des verrous peuvent être repérés.

Concernant la nature des produits de protection des plantes, les produits de PBB diffèrent en de nombreux points des produits phytosanitaires

chimiques. Ils sont développés à partir du vivant. Il peut s'agir de microorganismes (bactéries, champignons...), de macroorganismes (insectes, acariens...), ou de substances sécrétées par ces organismes. Ils sont plus sensibles aux conditions du milieu dans lequel ils sont exposés et se décomposent en éléments organiques, ce qui les rend potentiellement moins polluants pour l'air, les sols et les nappes phréatiques. Cet avantage en termes de pollution est une contrainte en termes de conservation et d'application.

Les *pratiques agricoles* sont encore aujourd'hui ancrées dans les logiques qui ont été développées en parallèle de l'élaboration puis de l'expansion de la « révolution verte » terme consacré dans les années 70 pour désigner le modèle agricole valorisant la mécanisation et la chimie. Aujourd'hui les pratiques – depuis les outils de planification jusqu'aux outils de travail de la terre – sont adaptées aux caractéristiques propres des produits chimiques. Ces pratiques et outils sont parfois adaptables aux PBB, mais le plus souvent des adaptations techniques et organisationnelles sont nécessaires pour valoriser l'utilisation des PBB.

Au plan des *législations*, les PBB sont soumis à la législation sur l'utilisation de produits phytosanitaires depuis 2001 et les procédures associées sont dérivées du chimique. Répondre aux critères législatifs demande parfois une certaine inventivité aux acteurs du biocontrôle. Les entreprises doivent, d'une part, intégrer une dimension juridique à leur activité et, d'autre part, réorienter leur processus de R&D de manière à produire des résultats conformes – *i.e.* des produits « homologables ».

Enfin, l'ensemble du *marché* auquel se destinent les produits de bioprotection est imbriqué à la chaîne de valeur des produits agroalimentaire. Elle internalise dans sa chaîne de valeur celle de l'agriculture. Chaque fois qu'un acteur de la grande distribution annonce des critères en termes de « résidus chimiques » dans les produits, cela se répercute auprès des producteurs.

Ces 4 niveaux de verrous constituent les grands thèmes des recherches menées par l'équipe Valbio. Comprendre les interactions des différents acteurs et identifier des leviers d'action nous informe donc sur les dynamiques de la transition écologique dans le domaine agricole.



La notation financière : instrument de l'action publique européenne

Par Caroline Lequesne-Roth

Projet structurant Sources et méthodologie du droit économique

Source : Revue Internationale de Droit Economique 2017, p. 41 et s.

L'activité de notation financière consiste à évaluer la qualité de crédit (en d'autres termes, la solvabilité) d'un débiteur au titre d'un instrument financier. La notation se comprend ainsi comme un « label de qualité » internationalement reconnu, une grille de lecture et d'orientation pour les investisseurs et les agences de notation, qui les délivrent, comme autant de « dispensateurs de confiance » au sein du système financier.

La crise européenne des dettes souveraines a conféré à ces acteurs, jusqu'alors familiers des seuls initiés, une publicité encore inédite sur le territoire européen. Boucs émissaires pour certains, véritables coupables pour d'autres, les agences de notation ont cristallisé, au cœur de la tourmente financière, les appréhensions et les doutes d'une Europe en peine face à une succession d'événements dont l'ampleur fut inédite. La virulence de ce débat se comprend à l'aune de l'autorité acquise et reconnue à ces acteurs, qui se mesure aux effets qu'elle produit : la notation financière est devenue un instrument incontournable de l'action publique européenne, autrement dit une partie intégrante « des relations, des pratiques et des représentations qui concourent à la production politiquement légitimée de modes de régulation des rapports sociaux » (selon la définition de l'action publique proposée par V. Dubois). Les critiques dont les agences ont été – et sont encore – l'objet se traduisent par de multiples « luttes », sur le terrain réglementaire et judiciaire, qui ont pu interroger la pérennité de l'instrument : les notations financières, instrument précaire de l'action publique européenne ? Nous ne le pensons pas : comme en atteste un premier bilan de la réglementation européenne adoptée au lendemain de la crise, les agences demeurent, bien qu'ébranlées et perfectibles, des acteurs incontournables du modèle régulateur européen.

L'autorité acquise par les agences de notation de crédit au sein de l'Union européenne se mesure

au travers des fonctions régulateur et normative qu'elles assument dans le domaine bancaire et financier. « Les notations de crédit ne sont pas de simples avis sur la valeur ou le prix d'un instrument financier ou d'une obligation financière. Les agences de notation de crédit ne sont pas de simples analystes financiers ou conseillers en investissement » souligne le Règlement Agences de 2013. En effet, plus qu'un média, la notation constitue une certification des émissions. Ce rôle, hier encore reconnu aux acteurs bancaires, est aujourd'hui principalement dévolu aux agences de notation, qui « labellisent » les émetteurs et leurs émissions en apportant leur crédit ou en déprisant leur qualité. La fonction régulateur qui en résulte, identifiée dès les années quatre-vingt-dix par la doctrine américaine, se mesure ainsi à l'aune des effets produits par les notations financières. Ces effets ont en outre été renforcés par l'institutionnalisation des agences en qualité de régulateur.

L'effet secondaire de l'institutionnalisation de la fonction régulateur des agences réside dans la posture d'agent de normalisation qu'elle confère à ces acteurs. Noter n'est pas seulement informer et réguler : noter c'est aussi – et surtout peut-être –, normer : à partir du moment où la notation est devenue juridiquement contraignante et discriminante, les agences ont acquis une véritable fonction normative et les critères de notation se sont imposés comme autant de standards de solvabilité. Ces standards répondent à un modèle conceptuel particulier qui lie les émetteurs souverains désireux de se financer sur les marchés financiers.

Le processus d'évaluation auquel les émetteurs sont soumis restreint ainsi leur marge décisionnelle et, dans le cas des émetteurs étatiques, leur souveraineté. Il impose en effet une vision idéologiquement – et, dans une certaine mesure culturellement – orientée de la gestion entrepreneuriale et des politiques

publiques vertueuses, qui se révèle décisive dans l'élaboration des stratégies et des programmes de ces acteurs. L'autorité acquise par ces agences de notation de crédit, conjuguée aux critiques auxquelles elles ont été exposées à l'occasion de la crise européenne des dettes souveraines, ont conduit les institutions européennes à repenser le cadre réglementaire dans lequel elles s'inscrivaient jusqu'alors : la confiance en l'autorégulation a cédé à la volonté d'encadrer étroitement l'activité des agences, volonté qui s'est traduite par l'adoption d'une réglementation européenne idoine. Celle-ci n'est pas exempte de critiques et rencontre de nombreux obstacles dans sa mise en œuvre. Le premier bilan de l'action européenne, contrasté, témoigne ainsi de la difficulté de réappropriation, par les autorités publiques européennes, de ce domaine d'activité.

Trois règlements européens successifs ont été adoptés entre 2009 et 2013. Le Règlement de 2009 a, pour la première fois, introduit un statut européen pour les agences, par la voie d'une procédure d'enregistrement. Deux autres règlements sont venus préciser les premières initiatives. Le Règlement de 2011 complète le dispositif de contrôle et de sanctions du régulateur, tout en prenant en compte la création de la nouvelle Autorité européenne des marchés financiers (ci-après AEMF). L'innovation majeure du Règlement Agences révisé consiste en effet dans le transfert des compétences opéré au profit de celle-ci, qui centralise désormais l'enregistrement et la surveillance des agences de notation en Europe. Enfin, le Règlement de 2013 a pour ambition de réduire la dépendance réglementaire et prudentielle aux notations et d'aménager les dispositions

réglementaires spécifiques à la notation souveraine. Au sein de ce dispositif législatif, deux séries de mesures visent à contrecarrer le pouvoir des agences : dans une première, l'Union s'efforce de subordonner les agences en encadrant leurs fonctions régulatrices ; dans une seconde, elle s'attaque à leur autorité normative et tente de se réapproprier la production des standards de solvabilité.

Trois ans après l'entrée en vigueur de la dernière mouture du Règlement Agences, le bilan est mitigé. En dépit de la volonté européenne exprimée, le modèle réglementaire n'apparaît pas renouvelé dans ses fondements : les grandes agences de notation financière demeurent à ce jour les acteurs incontournables indomptés de la régulation bancaire et financière. Les succès remportés sur le terrain judiciaire à l'échelon global laissent toutefois entrevoir de véritables leviers d'action au bénéfice des émetteurs et des investisseurs, qui tendent à compenser les lacunes de la régulation européenne. Bien que la réglementation ne soit pas parvenue à substituer, comme le législateur l'a un temps espéré, un modèle de régulation publique, elle dessine un modèle de corégulation dont le juge pourrait contribuer à redéfinir les équilibres dans le sens de l'intérêt général. Il serait en ce sens souhaitable que le régime européen de responsabilité des agences soit repensé sous les traits du droit commun. À cette condition, les agences feraient l'objet de contre-pouvoirs et la notation financière pourrait être élaborée et conçue comme un outil vertueux de l'action publique européenne.





La 9^{ème} conférence internationale annuelle de l'Association Française d'Economie Expérimentale (ASFEE) a eu lieu mi juin, à l'initiative de **Agnès Festré**, Professeur d'Economie. Il s'agit d'une conférence qui réunit la communauté française d'enseignants-chercheurs et de doctorants expérimentalistes ainsi que de nombreux collègues étrangers avec qui cette communauté a tissé des liens depuis une vingtaine d'années. Cette édition a attiré plus de 130 soumissions.

Les deux keynote speakers étaient le Professeur Friederike Mengel (University of Essex, UK) et le Professeur Robert Sugden (University East Anglia, UK).

Contact : Agnès Festré, GREDEG, à l'adresse suivante : asfee2018@sciencesconf.org



Diffusion scientifique

THE CONVERSATION

Rupture numérique et 3^{ème} révolution industrielle : le cas des plateformes de transport

Amel Attour, MCF en Economie, est intervenue au Printemps de l'économie le mercredi 21 mars lors de la table ronde « Rupture numérique et 3^{ème} révolution industrielle ». Sa présentation a donné lieu à un article dans *The Conversation*. Ce dernier s'intéresse au développement des innovations de services à base de technologies numériques. Il montre que ces innovations sont caractéristiques de dynamiques organisationnelles qui se veulent de plus en plus coopératives au sens où les acteurs d'un écosystème d'innovation sont à la fois collaborateurs et concurrents. Dès lors l'article met l'accent sur le rôle des droits de propriété dans la coordination des activités productives d'un écosystème d'acteurs. *The Conversation*, 21 mars 2018.

Lien : <https://theconversation.com/rupture-numerique-et-3-revolution-industrielle-le-cas-des-plateformes-de-transport-93238>

Prolongement des centrales nucléaires : comment se calculent les coûts ?



Frédéric Marty, Chargé de recherche au CNRS et Thomas Reverdy fournissent une réflexion sur la programmation pluriannuelle de l'énergie (la PPE), feuille de route qui fixe la politique énergétique de la France jusqu'en 2023. La PPE doit mettre en œuvre les objectifs de la loi de transition énergétique adoptée en 2015 : réduire les émissions de gaz à effet de serre, réduire la consommation d'énergie, augmenter la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique, faire baisser la part du nucléaire dans la production d'électricité. La question de l'évaluation des

coûts du nucléaire y est majeure. *The Conversation*, 10 avril 2018.

Lien : <https://theconversation.com/prolongement-des-centrales-nucleaires-comment-se-calculent-les-couts-93885>

« Pint of Science » un Festival international de vulgarisation scientifique du 14 au 16 mai à Nice.

Ce festival, né en 2012 a connu sa 2^{ème} édition à Nice. Il a donné lieu à 12 rencontres autour de 5 thématiques : Des atomes aux galaxies, Notre corps, Merveilles de l'esprit, Planète Terre, Des hommes aux civilisations. Pour animer ces rencontres, 33 chercheurs locaux se sont lancés le défi de vulgariser leur recherche dans un cadre différent de ceux que l'on a l'habitude de fréquenter pour parler de sciences : dans des pubs niçois, autour d'une bière !

Les chercheurs du GREDEG se sont impliqués dans cette manifestation et ont participé le 16 mai au Paddy's Bar à la session « Dans quel monde vivons-nous et vivrons-nous ? ».

Claire Lasserre (doctorante en économie) est intervenue sur le thème « L'aéroport, un espace-temps commercial », **Vivien Lespagnol**



(chercheur associé) sur « Marché et asymétrie d'information : les tourments de la bourse », et **Sothea Seang** (doctorant en économie) sur « Les monnaies complémentaires et la Blockchain : deux systèmes prometteurs ? ».

Lien : <https://pintofscience.fr/events/nice>



Qu'est-ce qu'aimer un jeu vidéo ? Et comment le mesurer ?

Manuel Boutet, MCF en Sociologie, est intervenu le 23 avril au Learning Centre SophiaTech dans le cadre des « Lundis de l'ergonomie » (cycle de séminaires sur le thème de l'ergonomie des interactions homme-machine). Parce que la manipulation de l'objet technique est au cœur de l'activité de jeu vidéo, elle



peut intéresser l'ergonome. Néanmoins, l'évaluation du dispositif qui permettrait de guider la conception se heurte à l'ambivalence d'une œuvre culturelle qui n'a pas un seul objectif productif clair. Au cours de ce séminaire, Manuel Boutet a présenté quelques outils d'évaluation, accompagnés de leurs précautions d'emploi.

Lien : <https://lundisergo.hypotheses.org/>



Think thanks et conférences professionnelles sur les nouvelles formes d'organisation du travail

Anthony Hussenot, Professeur en Gestion, est intervenu lors des manifestations suivantes :

« Un pour tous, tous pour un ! Le rôle de la temporalité dans la création des collectifs de makers », intervention au Workshop TETRIS, Grasse, avril 2018.

« Coworkers, makers et digital nomads : l'ère de l'organisation

kaléidoscopique », intervention pour le Think Thank C2P, SOPRA consulting, Paris, 4 avril 2018.

« Repenser le travail et les organisations avec les nouveaux travailleurs indépendants », intervention aux printemps de l'économie, Ministère de l'économie et des finances, Paris, 21 mars 2018.

Lien : <https://anthonyhussenot.com>

MOOC Développement Socialement Durable

Ce cours en ligne gratuit et ouvert à tous (début des cours le 9 avril sur la plateforme FUN) est le fruit de la collaboration d'une équipe de chercheurs et experts internationaux, sous la

coordination de **Damien Bazin**, MCF en Economie, et du Service des Pédagogies Innovantes. Le projet a reçu le soutien de

l'UVED, Université Virtuelle Environnement et Développement Durable. Dans ce MOOC interdisciplinaire avec une dominante économique, une équipe d'experts propose d'investiguer les interactions entre les sphères économique, écologique et sociale ainsi que leurs effets sur les situations de pauvreté, de vulnérabilité et d'exclusion.



Lien : <https://www.fun-mooc.fr/courses/course-v1:UCA+107002+session01/about>



Le revenu universel : le retour de Robin des Bois ?

Patrick Musso et **Domique Torre**, Professeurs en Economie étaient les intervenants de cette conférence organisée par l'Association des Jeunes Chercheurs 06, le 19 mai sur le Campus de Saint-Jean d'Angely 2.

Tout le monde aime l'histoire de Robin des Bois, le héros qui volait les riches pour donner aux pauvres. Le concept d'un revenu universel sans conditions pour tous... est-il une bonne réponse aux conséquences que la mondialisation aura sur la main d'oeuvre et la concentration de la richesse dans les années à venir,... ou est une invitation à abuser des prestations sociales et à se la couler douce ?

Lien : <https://www.ajc06.com/single-post/2018/05/03/The-Basic-income-conference>



Télérama

Repenser la propriété

Sarah Vanuxem, MCF en Droit, a publié dans *Télérama* (18 avril 2018) un article intitulé « La propriété a ses limites ». L'article appelle à repenser le droit de la propriété et met l'accent sur la possibilité de renoncer totalement à nos biens

pour prendre en compte les droits de la nature.

Sarah Vanuxem est également intervenue le 10 mai dans le cadre du Festival de la Manufacture d'idées. Né en 2012, ce festival se déroule depuis 2017 à Hurigny, à proximité de Mâcon en Saône-et-Loire (71). Chaque printemps, philosophes, chercheurs, historiens, écrivains, artistes ou acteurs de la vie publique sont invités à interroger des problématiques contemporaines. Sarah a échangé avec l'anthropologue Grégory Delaplace sur le thème « Les propriétés de la terre ».





Le GREDEG développe une politique d'accompagnement de ses doctorants dans chacune des disciplines concernées : droit, économie ou gestion.

Le laboratoire fournit à la fois des moyens matériels aux doctorants, une animation scientifique, (colloques, séminaires ...) mais aussi un accompagnement dans les phases de recherches, d'élaboration d'une problématique, d'un plan et de rédaction de la thèse de doctorat. A cet égard, le laboratoire a organisé une manifestation en avril 2018 visant à fournir des techniques et méthodes pour éviter et/ou résoudre tout un ensemble de difficultés susceptibles d'être rencontrées par tout doctorant lors de son travail de thèse.

L'après-thèse relève aussi de cet accompagnement comme l'illustre la journée sur l'après thèse organisée en février 2018. Cette politique portée par l'ensemble de la direction du GREDEG et des membres du laboratoire se fait aussi sur la durée et appellera d'autres manifestations notamment pour les futurs doctorants intégrant le laboratoire.

Par Patrice Reis, Directeur Adjoint du GREDEG, en charge de la politique doctorale



Première journée d'information sur l'après-thèse

Le 22 février 2018 a eu lieu au GREDEG la première journée d'information sur l'après-thèse. L'objectif de cette journée était de présenter à l'ensemble des doctorants du laboratoire les possibilités de carrières et modalités de recrutement associées.

La journée s'est déroulée en deux temps. La matinée a réuni l'ensemble des disciplines. Frédéric Marty a présenté les modalités d'entrée aux CNRS ; Lise Arena, Oliver Bruno, Ali Douai et Patrice Reis ont indiqué les procédures de qualification et de recrutement à l'Université tandis que Guilhem Lecouteux a mis l'accent sur la dimension internationale des carrières

d'enseignant-chercheur. L'après-midi a été consacré à des échanges plus spécifiques avec les doctorants réunis cette fois par discipline. Le partage d'expérience avec des MCF récemment recrutés a été particulièrement riche. Entre ces deux moments, le déjeuner a été également un temps fort de la journée pour des échanges plus informels.

Cette première journée a été très appréciée par les doctorants. Même si la dynamique doctorale est réelle au sein du laboratoire, « institutionnaliser » une journée dédiée à l'après-thèse a répondu à de véritables attentes et le rendez-vous est pris pour l'année prochaine !

« La thèse, grandes difficultés, petits problèmes et plaisir intense ! »

Le 5 avril, le Professeur Gilles Martin, (Professeur émérite de droit privé, Faculté de droit de Nice et Sciences Po PARIS) a animé un atelier portant sur « La thèse, grandes difficultés, petits problèmes et plaisir intense ! ». L'idée était de présenter cet atelier du point de vue d'un directeur de thèse expérimenté et celui d'un jeune docteur (Konstantin Ilchev) qui vient de vivre très récemment cette expérience de la thèse et de sa soutenance. L'atelier s'est déroulé sous forme de questions / réponses autour de divers sujets clefs pour les doctorants tels que : le choix du sujet, la formulation du sujet et sa délimitation, la rédaction d'une problématique, les fiches, les relations avec le directeur(trice) de thèse, la rédaction, la constitution de dossiers, etc... sans oublier le plaisir ¹¹ qui doit être ressenti tout le long de ce travail !



L'association des doctorants du laboratoire

ADMEO (Association Doctorale Marchés et Organisations) est une association fondée en 2004 par Édouard BARREIRO. L'objectif initial d'ADMEO est de proposer un moyen d'expression aux doctorants du GREDEG pour s'essayer à l'exercice de l'écriture d'un article, d'offrir une exposition de leur travail sur Internet et de créer une connexion entre le monde de la recherche universitaire et la sphère professionnelle.

Cette année, suite à la proposition de Petra BLEUEL, les doctorantes Semirada ALIBALI (doctorante en Droit) et Claire LASSERRE (doctorante en Economie), ont repris l'association.

Pour la nouvelle génération, l'idée est de respecter les objectifs de l'association ADMEO en s'ajustant aux exigences actuelles. Ainsi, l'association propose aux doctorants du GREDEG de s'essayer à l'écriture d'article sur les thématiques de leur choix, tout en imposant une certaine neutralité, garantie d'objectivité. Convaincues que « les bonnes idées » sont le fruit de l'échange, l'association met en avant la pluridisciplinarité et encourage les doctorants à écrire ensemble en croisant les trois disciplines du Laboratoire.

Pour encadrer au mieux le processus d'écriture, l'association suit l'évolution des articles *via* des comités de lecture. Les comités de lecture sont composés de trois doctorants, de préférence chacun issu d'une discipline afin de s'assurer du caractère « grand public » des publications.

Afin de s'aligner sur les méthodes de communication actuelles, l'association a décidé de changer de politique de communication. Le site internet a été entièrement reconstruit, mettant en avant nos méthodes de travail, valorisant les newsletters, les travaux personnels des doctorants actuels et docteurs issus du GREDEG. De plus, pour augmenter la visibilité et faciliter la communication extérieure un compte Twitter a été rattaché à l'actualité d'ADMEO.

Pour la première session, le comité de lecture, composé de Julie CHARPENET (doctorante en Droit), Natalia KRASNOPEVTSEVA (doctorante en Gestion) et Duy VU (doctorant en Economie), est en charge de la relecture des articles de Yassine GUERROUD (doctorant en Economie) et Orianne THIBOUT (doctorante en Droit).

Twitter : [Admeo.gredeg](https://twitter.com/Admeo.gredeg) / [@AGredeg](https://twitter.com/AGredeg)

Mail : admeo.newsletter@gmail.com

Contacts : Semira ALIBALI et Claire LASSERRE, co-présidentes



Semirada.ALIBALI@unice.fr



Claire.LASSERRE@unice.fr



Juin

L'ineffectivité du droit du travail à l'orée de la réforme OHADA

Soutenance de **Hilarion Alain BITSAMANA**

Directrice de thèse : Patrice REIS

Apprentissage organisationnel à partir d'expériences rares et complexes : le rôle de la codification des connaissances - le cas de deux accidents nucléaires

Soutenance de **Loubna ECHAJARI**

Directrice de thèse : Catherine THOMAS

Mai

Les TIC comme facteurs de promotion de l'industrie touristique : étude comparée

Soutenance de **Noreddine FARS**

Directrice de thèse : Richard ARENA

Incentives and social preferences impact on pro-environmental behavior: insights from experimental economics

Soutenance de **Mira TOUMI**

Directrice de thèse : Agnès FESTRE

Avril

Le rôle de l'économie numérique dans la financiarisation et l'intégration optimale du secteur informel, dans un contexte de développement économique

Soutenance de **Mamourou Sidiki KONATE**

Directeur de thèse : Dominique TORRE

Les banques islamiques face au secteur bancaire conventionnel

Soutenance de **Nabil BENNASR**

Directeur de thèse : Muriel DAL PONT LEGRAND Co-directeur Laurent Weill, IEP Starsbourg, LARGE)

Les préjudices environnementaux. Essai sur la dualité de l'office du juge judiciaire

Soutenance de **Michaël BOURU**

Directeur de thèse : Pascale STEICHEN

Janvier

Le concept comptable de passif environnemental, miroir du risque environnemental de l'entreprise

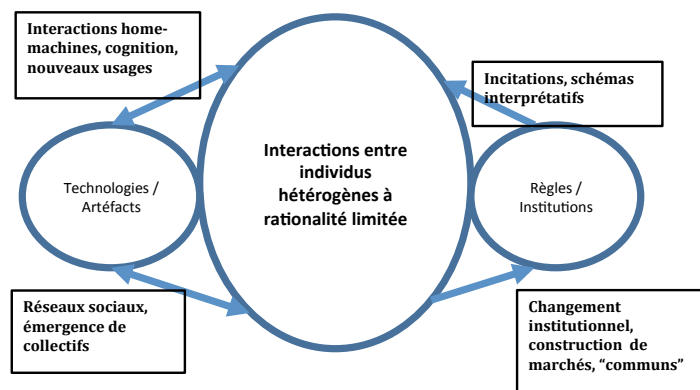
Soutenance de **Jennifer BARDY**

Directeur de thèse : Gilles J. MARTIN



Présentation

Responsables : Agnès Festré et Nobuyuki Hanaki



Le projet structurant CoDiReM est un projet pluridisciplinaire impliquant l'économie, le droit, la gestion et la sociologie autour de l'étude de la complexité et de la dynamique des interactions qui se nouent au sein de réseaux, de collectifs, d'organisations, ainsi qu'au sein de nouveaux marchés. Il cherche à articuler différentes échelles d'analyse le plus souvent appréhendées de manière distincte, à savoir les comportements et décisions individuels, les technologies et dispositifs socio-techniques, et les règles et institutions. Il porte essentiellement sur les

trois domaines d'application que sont le numérique, l'environnement et la finance. Le projet se caractérise en outre par un pluralisme méthodologique englobant un ensemble d'approches théoriques et/ou méthodologiques incluant l'économie comportementale, l'économie expérimentale, la modélisation multi-agents, l'analyse de réseaux, la théorie des jeux, l'analyse institutionnelle et l'analyse qualitative ainsi que l'approche substantielle du droit dans le domaine du droit économique.

Publications récentes

Coordination du numéro spécial de Réseaux « La télémédecine en actes », par Gérald Gaglio et Alexandre Mathieu-Fritz, 2018 /1, N°20178, La Découverte.



Philippe Aghion, **Agnès Festré**, « **Schumpeterian growth theory, Schumpeter and growth policy design** », **Journal of Evolutionary Economics**, Vol. 27, n°1-2, p. 25-42, 2017.

The purpose of this paper is to show that both Schumpeterian growth theory and Schumpeter's broad thinking about institutions can be helpful in order to think about growth policy design and the role of the state. This reflection offers an economic policy roadmap and gives rise to concrete proposals in terms of an adequate mix of demand and supply-side options depending on the country's distance to the world technology frontier

Nobuyuki Hanaki, Eizo Akiyama, Ryuichiro Ishikawa, « **Behavioral uncertainty and the dynamics of traders' confidence in their price forecasts** », **Journal of Economic Dynamics and Control**, Vol. 88, p. 121-136, 2018.

By how much does the presence of behavioral uncertainty in an experimental asset market reduce subjects' confidence in their price forecasts? An incentivized interval forecast elicitation method is employed to answer this question. Each market consists of six traders, and the value of dividends is known. Two treatments are considered: six human traders (6H), and one human interacting with five computer traders whose behavior is known (1H5C). We find that while the deviation of the initial price forecasts from fundamental value is smaller in the 1H5C treatment than in the 6H treatment, albeit not statistically significantly, the average confidence regarding the forecasts is not. We further analyze the relationships between subjects' confidence in their forecasts and their trading behavior, as well as their trading performance, in the 6H treatment. While subjects' high confidence in their short-term forecasts shows a negative correlation with their trading performance, high confidence in their long-term forecasts shows a positive correlation with trading performance.

Gerardo Infante, **Guilhem Lecouteux**, Robert Sugden, « **Preference purification and the inner rational agent: A critique of the conventional wisdom of behavioral welfare economics** », **Journal of Economic Methodology** 23, p. 1-25, 2016

Cité dans le document Scientific background https://www.nobelprize.org/nobel_prizes/economic-sciences/laureates/2017/advanced-economicsciences2017.pdf

Eizo Akiyama, **Nobuyuki Hanaki**, Ryuichiro Ishikawa, « It is not just confusion! Strategic uncertainty in an experimental asset market », *Economic Journal*, Vol. 127, p. F563-F580, 2017

A fait l'objet d'une présentation synthétique sur le blog de la London School of Economics (LSE)

<http://blogs.lse.ac.uk/businessreview/2017/12/18/what-causes-asset-price-bubbles/>

Ateliers et workshops

Les Fridays meetings : Créés en septembre 2015, ces séminaires sont destinés à des présentations de protocoles expérimentaux, à des pilotes et à des articles en cours des membres de l'équipe du LEEN (avec une forte implication des doctorants). Ils sont aussi ouverts à des chercheurs extérieurs en visite à UCA.

Chercheurs invités depuis janvier 2018 : Sophie Clot (U. of Reading), Alexia Gaudeul (U. of Groningen), Joël van der Weele (U. of Amsterdam), Daniel Zizzo (Newcastle University).

Les Webinars : Créés en septembre 2015, ils sont organisés en partenariat avec le GREQAM – AMU et l'Institut Jean Nicod – ENS Paris. Ils visent à la présentation de réflexions méthodologiques et de recherches autour de l'expérimentation en sciences sociales.

Chercheurs invités depuis janvier 2018 : Agne Kajackaite (Social Science Centre Berlin - WZB), Gerd Gigerenzer (Max Planck Institute, Berlin), Astrid Ganta (U. of Genova), Tobias Kalenscher (U. of Düsseldorf), Marco Casari (U. of Bologna, Italy), Sabine Kröger (U. of Laval, Québec, Canada).

Contrats

ANR ORA-Plus BEAM (coordonné par **Nobuyuki Hanaki** – 2016-2019). Ce projet financé par l'ANR (programme *Open Research Area for the Social Sciences*) rassemble des chercheurs français, néerlandais, allemands et japonais spécialistes de la finance comportementale et expérimentale (BEAM : *Behavioral and Experimental Analyses in Macro-finance*). Il vise à étudier, en combinant modélisation mathématique et expérimentations de laboratoire, les mécanismes complexes par lesquels les comportements individuels se traduisent au niveau agrégé ainsi que leurs rétroactions au niveau des décisions individuelles. L'un des enjeux théoriques majeurs consiste en la caractérisation de fondements microéconomiques comportementaux plus "réalistes" que ceux généralement postulés par la théorie économique. Le *workshop* de lancement a été organisé à Nice en septembre 2016. En lien avec ce projet, la conférence annuelle de la *Society for Experimental Finance* (SEF) et une *Summer School* se sont tenues à Nice du 11 au 16 juin 2017 et ont réuni plus d'une centaine de participants. Ce projet a donné lieu à des publications récentes, notamment :

Nobuyuki Hanaki, Eizo Akiyama, Ryuichiro Ishikawa, « Behavioral uncertainty and the dynamics of traders' confidence in their price forecasts », *Journal of Economic Dynamics and Control*, Vol. 88, p. 121-136, 2018.

Nobuyuki Hanaki, Eizo Akiyama, Ryuichiro Ishikawa, « Effects of different ways of incentivizing price forecasts on market dynamics and individual decisions in asset market experiments », *Journal of Economic Dynamics and Control*, Vol. 88, p. 51-69, 2018.

Invitations et visitings

Au cours des dernières années nous avons accueilli de nombreux chercheurs étrangers avec qui des collaborations ou des projets de collaboration mobilisant l'économie expérimentale sont en cours, parmi lesquels : Ido Erev (Technion – Israel Institute of Technology), Marcello Passarelli (University of Genova, Italy), Toshiiji Kawagoe (Hakodate Future University), Giulia Iori (City University of London), Stein Oestbye (Arctic U., Norway), Emanuela Lezzi (U. of Genova), Thomas Garcia (GATE, U. Lyon 2), Christos Ioannou (U. of Southampton, UK), Nick Vriend (Queen Mary, University of London), Paul Pezanis-Christou (U. of Adelaide, Australia), Anna Khmelnitskaya (Saint Petersburg University), Alexia Gaudeul (U. of Groningen), Joël van der Weele (U. of Amsterdam), Daniel Zizzo (Newcastle University).

Invitations de membres de CoDiReM pour séjours d'enseignement et de recherche

Nobuyuki Hanaki : Invitation séjour de recherche à Simon Fraser University (Vancouver, Canada) 14-19 janvier, 2018 / Invitation pour séminaires : Cambridge University (8 février 2018), Paris School of Economics (15 mars 2018), Ecole Polytechnique (4 avril 2018), Hitotsubashi (4 juin 2018).

Dominique Torre : Invitation pour séjour Erasmus d'enseignement et de recherche à l'Escuela Universitaria de Osuna de l'Université de Séville (mai 2018).

Invitation à une table ronde multisite sur « Blockchains et cryptocurrencies » organisée par IMT Atlantique (Télécom Bretagne) (date non encore fixée définitivement).

Présentation

Responsables : Nathalie Lazaric et Catherine Thomas

Le projet ESIA réunit des chercheurs en Economie, Gestion, Sociologie et Droit travaillant sur les questions relatives aux dynamiques d'apprentissage et d'innovation. L'innovation s'inscrit dans une double perspective : la première s'intéresse aux résultats et aux facteurs qui les influencent et/ou les déterminent ; la seconde se centre sur les processus et les dynamiques organisationnelles qui sous-tendent l'apprentissage et la créativité. Les travaux réalisés combinent des méthodologies tant quantitatives que qualitatives. Trois thématiques sont principalement abordées dans ESIA :

1. Apprentissage, coordination et technologies digitales. Dans ce contexte, les changements structurels, les dynamiques d'apprentissage et les nouveaux modes de coordination lors de l'introduction des technologies digitales ainsi que les processus de management au sein des organisations et de la société civile sont particulièrement étudiés.
2. Ecosystèmes d'innovation, créativité et entrepreneuriat. L'émergence des écosystèmes au niveau de la création, du développement et de la réplication des connaissances est observée en prenant en considération le management des projets collaboratifs ainsi que les droits de propriété intellectuelle. Une attention particulière est portée au processus d'intégration et de combinaison comme facteur favorisant la créativité, l'innovation et la dynamique entrepreneuriale.
3. Innovation sociale et solidaire. Les questions de justice sociale, de santé publique font partie intégrante des innovations écologiques ainsi que le préconisait le rapport Brundtland (1987). Les inégalités, le bien-être et l'acceptation sociale sont ainsi pleinement intégrés dans la lecture et l'observation de ce type d'innovations. Les travaux développent les notions de *capability* au sens d'A. Sen (2010), de « communs », d'éthique et de responsabilité environnementale, mais aussi d'éducation et de formation comme facteurs décisifs pour aborder les mutations liées à transition écologique.

Publications récentes

Amel Attour, Nathalie Lazaric, « From knowledge to business ecosystems: emergence of an entrepreneurial activity during knowledge replication », *Small Business Economics*, 2018, in Press.



L'article propose de clarifier la relation et la distinction des notions d'écosystème de connaissances et écosystèmes d'affaires. Très mobilisée par les praticiens, au cœur des travaux de recherche en management de l'innovation ouverte, la notion d'écosystème caractérise les modèles d'innovation contemporains où la combinaison et la réplication des connaissances (tangibles et intangibles) dans les processus d'innovation peuvent générer des activités entrepreneuriales et donner naissance à des nouvelles opportunités d'affaires.

Mais la complexité des dynamiques à l'œuvre au sein de ces écosystèmes, du point de vue de la combinaison et de la réplication des connaissances dans le cas d'innovations numériques, ne peut être résolue, concluent les deux auteures, sans le rôle clé d'un *knowledge filter* nécessairement endossé par un acteur public ou des universités membres d'un écosystème de connaissances.

Eve Saint-Germes, Sabrina Loufrani, « L'engagement durable des parties prenantes dans une démarche de GRH territoriale : le cas de la GTEC de Sophia Antipolis », *Revue de Gestion des Ressources Humaines*, à paraître dans le numéro Octobre-Décembre, 2018.



La gestion des talents est une question critique pour la survie et le renouvellement des clusters. Fort de ce constat, les auteures ont observé la mise en place d'une gestion territoriale des emplois et des compétences sur le cluster sophilopolitain. Elles révèlent les processus à l'œuvre lors d'une telle démarche. Les mécanismes d'engagement reposent, d'une part, sur la capacité des parties prenantes à (re)problématiser rapidement et dans plusieurs directions le projet initial ; d'autre part, des dispositifs d'intéressement solides et réguliers, véhiculés par une plateforme numérique et une communication multicanale active ; un enrôlement de type intensif, maintenant les rôles préexistants pour une meilleure résistance aux processus de contre-enrôlement et pour une acceptabilité sociale des conséquences relationnelles des dispositifs ; et enfin, un management polyphonique porté par un duo de traducteurs, transformés en « boundary spanners » (le chef de projet et la plateforme numérique).

Jamal Azzam, **Cécile Ayerbe**, **Rani J. Dang**, « Using patents to orchestrate ecosystem stability: the case of a French aerospace company », *International Journal of Technology Management*, Inderscience, Special Issue on: Leveraging Technological Change: The Role of Business Models and Ecosystems, Vol. 75, n°1,2,3,4, p. 97-120, 2017.

Francesco Castellaneta, Giovanni Valentini, Maurizio Zollo « Learning or inertia? The impact of experience and knowledge codification on post-acquisition integration », *Industrial and Corporate Change*, Vol. 27, n°3, p. 577–593, 2018.

Mohamed Aroui, **Adel Ben Youssef**, Cuong Nguyen « Does urbanization reduce poverty? Evidence from Vietnam », *Economic Modelling*, Vol. 60, p. 253-270, 2017.

Edward Lorenz, Jana Schmutzler « Tolerance, agglomeration, and enterprise innovation performance: a multilevel analysis of Latin American regions », *Industrial and Corporate Change*, Vol. 27, n°2, p. 243–268, 2018.

Amandine Pascal, **Evelyne Rouby** « Les scénarios d'usage comme supports aux méthodologies de Recherche en Design Science dans le cas d'invention », *Systèmes d'Information et Management*, Vol. 22, n°4, p. 47-78, 2017.

Expertise

Adel Ben Youssef a participé à la session des négociations (SBI 48, SBSTA 48 et APA1.5) de la Conférence des Nations Unies sur les Changements Climatiques qui s'est déroulée à Bonn en mai 2018. Négociateur accrédité par l'UNFCCC, ce chercheur a participé notamment aux négociations sur l'opérationnalisation de l'accord de Paris (Paris Agreement Work Plan). Les négociateurs internationaux cherchent à passer d'un texte de loi (générique) à des dispositions pratiques de mise en place des accords. Dans ce cadre, Adel Ben Youssef a collaboré aux questions relatives aux financements à long terme, au futur du fond d'adaptation (après le protocole de Kyoto) et celles relatives à la transparence (transmission des informations financières de la part des parties). Outre son implication dans les négociations, Adel Ben Youssef était mandaté pour préparer des événements scientifiques (*Side events*) de l'Université Côte d'Azur au sein de la COP 24 qui se déroulera à Katowice en Pologne en décembre 2018.

Contrats

Contrats French Tech Emergence et bilatéraux. **Rani Dang** coordonne 2 projets avec 4 entreprises.

Projet 1 : en collaboration avec trois chercheurs (**Renata Kaminska** – Skema Business School-GREDEG, G. Cattani -NYU Stern et P. P. Andriani - Kedge). Etude de l'exaptation d'une base de connaissance de l'industrie du parfum à l'industrie des spiritueux (objectif : la création d'une méthode d'accompagnement au transfert de connaissances inter-industries). Il est construit en collaboration avec l'entreprise *Comte de Grasse*, une nouvelle distillerie artisanale, souhaitant créer des spiritueux exceptionnels à travers la combinaison des forces du terroir et de l'innovation issue de la parfumerie. Deux communications sont disponibles (actes de l'AGesco 2018 et EGOS 2018)

Projet 2 : Etude de la capacité à créer et entretenir la confiance entre les utilisateurs dans le cadre des business models des plateformes collaboratives. L'objectif est d'identifier les formes de confiance à l'œuvre selon les types de business models. Projet développé avec **Arnaud Gautier** de ESIA et 3 entreprises : GANGZ, SMART CONNECT et LaCARTE. Le premier fruit de ce projet (mémoire de recherche de Sarah Bassite, stagiaire au GREDEG lors de son M2) a obtenu le prix du meilleur mémoire national décerné par l'Université Paris Dauphine, Chaire Confiance et Management.

Projet City & Tram. Membres d'ESIA impliqués : **Lise Arena**, **Amel Attour**

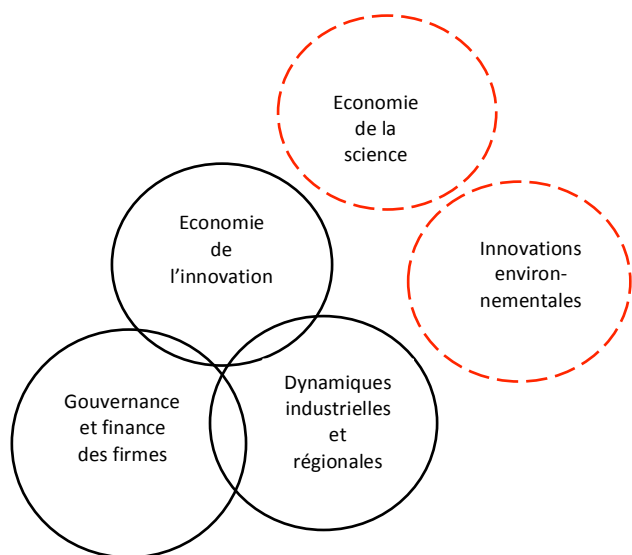
Inscrit dans le Domaine d'Activités Stratégiques *Smart Mobility* du Centre de Référence *Territoire intelligent, prévention et gestion des risques* hébergé par l'IMREDD, le projet City & Tram réunit des industriels et acteurs publics (Université Côte d'Azur, Alstom Transport SA, Régie Ligne d'Azur, Métropole Nice Côte d'Azur et des petites entreprises innovantes) pour concevoir, tester et imaginer de nouvelles fonctionnalités et de nouveaux services s'inscrivant dans le projet *Ville connectée à son Système de Transport*. Ils sont accompagnés d'une équipe pluridisciplinaire (économie, gestion, sociologie et sciences de l'information et de la communication) membres des laboratoires GREDEG, Transition, Telecom Paristech/ SES et la MSHS Sud-Est travaillant sur quatre défis scientifiques : (1) Aide à la maintenance et développement d'un réseau de capteurs (2) Rôle des services connectés comme levier pour infléchir les comportements de mobilité des individus (3) Impact de la qualité de l'air (4) Modèles et écosystèmes d'affaires des services de mobilité urbaine.

Responsables : Jackie Krafft et Francesco Quatraro

Notre objectif pour les 5 ans à venir est d'enrichir les travaux que nous avons réalisés jusque-là dans les domaines de l'économie de l'innovation, des dynamiques industrielles et dynamiques régionales, de la gouvernance et de la finance d'entreprise, en investissant dans deux domaines nouveaux : les innovations environnementales et l'économie de la science. En effet, tant dans le domaine de l'économie de la science que dans celui des éco-innovations, qui sont des domaines connexes à nos thématiques de recherche de base, il nous est possible de contribuer sur les questions de modes de gouvernance et de finance d'entreprise, d'âge des firmes et de cycle de vie des chercheurs, de spécificités des emplois et des carrières, de genre et de diversité, de résilience des réseaux complexes, de réformes et régulations de l'environnement institutionnel.

Nos travaux de recherche sont bien reconnus et repris au niveau international. Notre production scientifique est très largement orientée vers la publication dans les revues internationales de rang A relativement aux supports de rangs B et C, ce qui assure une vraie visibilité scientifique et de bons indices bibliométriques pour les membres de l'équipe. Nous apparaissions régulièrement comme conférenciers invités dans de nombreuses conférences internationales (ENEF, IAERE, Academia dei Lincei, GCW, KID, etc.), ou dans des Universités et Instituts avec lesquels nous avons des projets en commun (notamment, Turin, Louvain, EPFL Lausanne, Chalmers, Utrecht, Vienne, CREST INSEE, Bordeaux, Strasbourg, Paris 13).

Nos travaux font l'objet d'un focus en 2017 dans la Lettre de l'InSHS (http://www.cnrs.fr/inshs/Lettres-information-INSHS/lettre_infoinshs47hd.pdf), et d'une brève en 2018 dans le Rapport d'Activité du CNRS.



Economie de la science	Innovations environnementales
Gouvernance dans la science	Gouvernance des entreprises vertes, green crowdfunding, social impact investing, public procurement
Age et cycle de vie	Born green or green by diversification
Genre et carrières	Green skills, workers mobility
Réseaux de collaborations scientifiques	Green resilience
Autonomie des universités	Règlementations, brevets et gazelles vertes

Publications récentes

Stefano Bianchini, Jackie Krafft, Francesco Quatraro, Jacques-Laurent Ravix, « Corporate governance and innovation: does firm age matter? », *Industrial and Corporate Change*, Vol. 27, p. 349–370, 2018. <https://doi.org/10.1093/icc/dtx031>

This article investigates the relationship between corporate governance (CG) and innovation for firms of different ages. We blend data drawn from the ISS RiskMetrics and the Bureau van Dijk Orbis databases to perform micro-econometric analyses on a sample of 2200 listed firms. We show that CG may decrease research and development for all firms and that, more importantly, it has a significant and negative effect on the patenting strategy of the younger firms.



Charles Ayoubi, **Michele Pezzoni**, Fabiana Visentin, « **At the origins of learning: Absorbing knowledge flows from within the team** », *Journal of Economic Behavior & Organization*, Vol. 134, p. 374-387, 2017.

<https://doi.org/10.1016/j.jebo.2016.12.020>

Empirical studies document a positive effect of collaboration on team productivity. However, little has been done to assess how knowledge flows among team members. Our study addresses this issue by exploring unique rich data on a Swiss funding program promoting research team collaboration.



Cécile Cezanne, Laurence Saglietto, Global Intermediation and Logistics Service Providers, IGI Global, 2017. DOI: 10.4018/978-1-5225-2133-4

As modern organizations become more globalized and diverse, they require additional assistance to maintain effective workflows. With the support of intermediary partners, businesses can enhance their various management processes. Global Intermediation and Logistics Service Providers is a comprehensive reference source for the latest scholarly material on outsourcing strategies in contemporary business environments and examines the role of intermediaries in the dynamics of decision-making and process management.



Ateliers et workshops

KID 2018 - Knowledge Dynamics, Industry Evolution, Economic Development, 1-7th July 2018, Nice, France

Nous organisons la 7^{ème} édition de l'école d'été KID (*Knowledge Dynamics, Industry Evolution, Economic Development*) du 1^{er} au 7 juillet 2018 à Nice (Hôtel Saint Paul Maison du Séminaire).

KID est une école thématique financée par le CNRS et *International Summer school* d'UCA JEDI, ouverte à tous les doctorants, jeunes chercheurs, chercheurs confirmés intéressés par le thème.

Conférenciers KID 2018 : Maryann Feldman (Dept of Public Policy, U. North Carolina) ; Andres Rodriguez-Pose (London School of Economics, UK) ; Dirk Czarnitzki (KU Leuven, Belgium) ; Claudio Fassio (CIRCLE Lund University, Sweden); Hanna Hottenrott (TU. Munich, Germany); Nadine Levratto (CNRS Economix, France); Catalina Martinez (CSIC Madrid, Spain); Mireille Matt (INRA GAEL, France); Bettina Peters (ZEW Mannheim, Germany); Francesco Rentocchini (U. Milan, Italy).

KID 2018

<https://kid2018.sciencesconf.org/>



Contrats

Projet H2020 IRIS Smart Cities – <http://irissmartcities.eu/>

En 2017, IRIS – *Integrated and Replicable solutions for co-creation in sustainable cities* – a été sélectionné par la Commission Européenne dans le cadre du Défi sociétal « *Smart cities and communities* », avec un partenariat centré autour de trois villes « phares » dans le domaine des smart cities - Utrecht (NL) Coordinator; Gothenburg, (SE) ; et Nice (FR) – ainsi que de villes suiveuses - Vaasa (FI), Alexandroupolis (GR), Santa Cruz de Tenerife (ES), et Focsani (RO). Ce projet sur les smart cities permet au niveau local une transversalité avec d'autres projets du GREDEG (ESIA) et d'autres partenaires d'UCA (IMREDD). Il crée également une collaboration institutionnelle avec une dizaine de partenaires de l'éco-système Niçois, dont la ville de Nice et des acteurs publics et privés clés dans les domaines de l'énergie et de la mobilité (partenaires IRIS Nice : UCA/UNS/CNRS, NCA, EDF, VEOLIA, VULOG, CSTB, NEXITY, CAH, ENEDIS), mais aussi avec environ 30 partenaires similaires au niveau européen dans les villes d'Utrecht et de Göteborg. Dans IRIS, notre contribution est d'analyser les villes comme un moteur important de l'innovation et de l'entrepreneuriat. Plus particulièrement, il s'agit d'élaborer un modèle de ville intelligente, avec un intérêt particulier sur la dynamique entrepreneuriale, le rôle des universités et processus d'incubation / accélération. Nous sommes en charge de 2 livrables (WP3 et WP6).

Sont impliqués dans ce projet : **Jackie Krafft, Francesco Quatraro, Amel Attour, Nathalie Lazaric.**



Ont été recrutés sur ce projet : Leticia Foerster de Arruda (Stagiaire), Ibrahim Laftas (Stagiaire), Cristina Santhià (Erasmus), Yassine Guerroud (doctorant), Marco Baudino (post-doc).

Présentation

Responsables : Flora Bellone et Olivier Bruno

Au sein du Projet HCC, les chercheurs du GREDEG analysent les déterminants de la croissance, de la compétitivité et de la résilience des territoires. Ils étudient plus particulièrement les effets conjugués de la mondialisation et de la digitalisation sur la dynamique de ces territoires. Le projet associe des compétences d'économistes de différents champs (macro-dynamique, commerce international, innovation, organisation industrielle, finance) à des compétences de sciences de gestion (finance d'entreprises, management de l'innovation, management international, management des territoires). Nos recherches combinent modèles théoriques et analyses économétriques.

Ces recherches académiques servent de point d'appui pour participer au débat public relatif à la compétitivité des entreprises et aux performances de croissance des pays ou des régions ainsi qu'à la conduite des politiques économiques dans différents champs d'action (politiques industrielles et d'innovation, politiques structurelles, politiques macroéconomiques...) et à différentes échelles spatiales.

Visiting

Lectures in « Economics and Econometrics of Networks » par le Professeur Raja Kali, invité du GREDEG en Mars 2018 (financement Acedemie 1 IDEX UCA^{JEDI})



Raja Kali est Professeur d'économie, titulaire de la chaire *ConocoPhillips in International Economics & Business* à Arkansas University (<http://comp.uark.edu/~kali/>), et spécialiste de l'analyse des réseaux appliquée à différents thèmes en économie et management. Il coordonne également depuis 2011 un workshop international annuel, le NETEF workshop, qui est un workshop de référence dans le champ.

Lors de sa visite au GREDEG au mois de mars, Raja a donné une série de cours en économie et économétrie des réseaux à destination des doctorants et des chercheurs. Raja Kali a entamé une collaboration de recherche avec des membres de HCC visant à étudier l'impact du changement organisationnel des entreprises, notamment en termes de réseaux d'établissements et filiales, sur la dynamique agrégée de la productivité, de l'emploi et des salaires. Enfin, le GREDEG accueillera l'édition 2019 du Workshop NETEF.

Workshops

2nd Innovative Data for Economic Analysis Workshop (IDEA), 24-25 mai 2018

Le workshop IDEA est une initiative jointe de SKEMA Business School, du GREDEG et de l'University of North Carolina at Chapel Hill, visant à établir une rencontre annuelle de référence pour les chercheurs mobilisant dans leurs travaux des données micro-économiques riches provenant de sources diverses (données de firmes, d'employés, de brevets, de publications scientifiques...). Au sein de HCC, nous mobilisons ce type de données en particulier dans le cadre du projet « Regional Alignment and Firm Performance » financé par l'IDEX UCA^{JEDI} afin d'éclairer les disparités régionales en termes d'économies d'agglomération et de performances d'entreprises. L'édition 2018 du Workshop IDEA a accueilli 25 chercheurs dont Maryann Feldman, de l'University of North Carolina at Chapel Hill, co-organisatrice de l'événement, et Stefano Breschi de la Bocconi University.

Publications récentes

Catherine Laffineur, « Foreign Direct Investment and the Organization of French Firms », à paraître dans Annals of Economics and Statistics.



L'adaptabilité est la clé de la rentabilité des entreprises. Elle s'avère particulièrement nécessaire dans un contexte économique en perpétuel changement du fait de la montée de la mondialisation et des avancées technologiques. Les choix organisationnels des entreprises peuvent être une réponse efficace pour atteindre cette flexibilité. Dans cet article, **Catherine Laffineur** étudie l'impact des investissements directs à l'étranger (IDE) sur le changement organisationnel des entreprises notamment en matière de délégation des décisions. On peut observer que deux ans après l'implantation à l'étranger, les entreprises en France augmentent significativement l'autonomie de leurs travailleurs et le nombre d'employés impliqués dans des activités de supervision. Cette recherche éclaire ainsi un mécanisme nouveau par lequel l'IDE affecte l'emploi en France : le changement organisationnel. Il provoque une augmentation de la demande pour les travailleurs autonomes et capables de superviser des équipes. Ces emplois sont généralement qualifiés, provoquant ainsi une baisse relative de la demande de travailleurs non qualifiés.

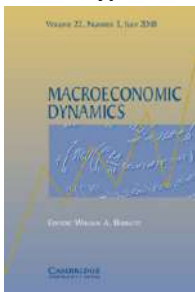
Working paper

Lionel Nesta et Stephan Schiavo, « International Competition and Rent Sharing in French Manufacturing », GREDEG Working Papers 2018-11.



Ces dernières décennies, les économies développées ont connu un divorce croissant entre des gains de productivité importants d'un côté et des salaires stagnants de l'autre. Une des explications majeures de ce divorce pourrait être liée au rôle du commerce international. En particulier, la concurrence des pays à bas salaires aurait pu avoir agi comme un frein à la croissance des salaires dans les économies développées, et ceci aurait eu pour conséquence de créer un schisme croissant entre gains de productivité et croissance des salaires. Dans cette recherche nous nous intéressons aux modalités du partage du profit au sein des entreprises françaises dans le secteur manufacturier, secteur fortement soumis à la concurrence internationale, entre 1995 et 2007. A partir d'une méthodologie unique qui nous permet de mesurer le partage de la rente pour chaque entreprise et pour chaque année, nous aboutissons à des résultats surprenants. La concurrence internationale sur les marchés français aurait effectivement orienté le partage de la rente en faveur des détenteurs de capitaux, au détriment des salaires. Toutefois, cet effet est exclusivement dû à la concurrence des produits issus des autres pays de l'OCDE. L'impact de la concurrence des pays à bas salaire en général, et de la Chine en particulier, ne semble pas avoir joué un rôle important, du moins jusqu'en 2007.

Thomas Jobert, Fatih Karanfil et Anna Tykhonenko, « Degrees of stringency matter: Revisiting the pollution haven hypothesis based on heterogeneous panels and aggregate data » (2018), Macroeconomic Dynamics, Cambridge University Press. Publié en ligne : <https://doi.org/10.1017/S136510051700092X>



Dans le cadre du projet HCC, la modélisation de l'hétérogénéité des comportements est au centre des études empiriques. Ainsi, dans cet article, l'examen empirique des liens entre la pollution et les échanges extérieurs pose deux problèmes simultanés : celui de la prise en compte de l'hétérogénéité des pays et celui des effets de l'agrégation des échanges extérieurs pour un même pays. L'utilisation de l'estimateur bayésien empirique tronqué permet d'apporter une réponse au problème de l'hétérogénéité. Les résultats obtenus permettent d'identifier des pays pour lesquels les échanges améliorent l'environnement et d'autres pour lesquels on observe une détérioration. Nos résultats montrent également qu'il serait illusoire de croire à l'existence de la courbe de Kuznets environnementale (EKC) qui permettrait de résoudre le problème de l'augmentation des émissions mondiales de CO2 une fois un certain niveau de richesse atteint. L'hypothèse du havre de pollution (ou du halo) semble se confirmer pour certains pays.

Présentation

Responsables : Richard Arena et Muriel Dal Pont Legrand

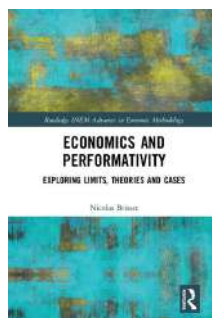
Dans le paysage académique qui compose le champ de l'histoire de la pensée, le projet structurant H2P2S possède une double originalité. D'une part, il s'intéresse à l'histoire récente (*i.e.* essentiellement à la période de l'après seconde guerre mondiale) et, d'autre part, sans négliger les dimensions qui relèvent de la philosophie, de la sociologie des sciences ou de la méthodologie, il revendique un dialogue étroit avec les acteurs des disciplines concernés. De par leur participation active à l'animation de la recherche et notamment au travers de diverses sociétés académiques (Ass. Gide, ESHET, HES etc.), les membres de ce projet bénéficient d'une visibilité à l'international. Ils sont également impliqués dans divers programmes comme ceux portés par l'IDEX – UCA mais aussi régulièrement dans des projets de recherche internationaux comme par exemple récemment le projet Trilatéral Vigoni (FMSH). Enfin, H2P2S a organisé les Journées Charles Gide (7-9 décembre 2017) à l'issue desquelles deux numéros spéciaux sont annoncés pour 2019 auprès des revues *History of Economic ideas* et *Oeconomia*.

Publications récentes

Nicolas Brisset, *Economics and performativity. Exploring limits, theories and cases*. Routledge INEM Advances in Economic Methodology, forthcoming.

Publication de la thèse de doctorat en anglais auprès des éditions Routledge. Cette thèse avait reçu le Prix de thèse Gaëtan Pirou - Aguirre Basualdo, décerné par la Chancellerie des Universités de Paris en 2015.

Economists do more than merely describe an external economic world. They shape it in the image of their theories and



models. This idea, following the philosophy of language, puts forward that economic theories are performative, and not only descriptive. This idea has become a powerful critique of the scientificity of economics since it removes the idea of an external world against which our description could be evaluated as truth. If any theory can become true, there are no true theories per se because there is no such thing as a pre-existing economy to describe. Is such a relativist stance a fatality? This is the question at stake in this book. Furthermore, the author asks if any theory is able to 'perform' the social reality, or are there actually some limits to performativity? For philosophers, a performative statement is a statement that cannot fail to mean something, but can fail to do what it calls for. The state of the world may or may not be changed; the performative statement may be happy or unhappy. In economic terms, this can be interpreted as: some theories change the world while some

do not. This book argues that this possibility of failure, a perspective previously missing from discussions on the subject, should be at the heart of any definition of failure. Taking on the question of why some theories change the world while others do not, this volume will be of interest to those studying advanced courses on the philosophy of economics as well as those studying and researching in the areas of the philosophy of sciences and sociology of science and economics.

<https://www.crcpress.com/Economics-and-Performativity-Exploring-Limits-Theories-and-Cases/Brisset/p/book/9781138083790>



Ludovic Ragni, « Applying mathematics to economics according to Cournot and Walras », *The European Journal of The History of Economic Thought*, Vol. 25, n°1, p. 73-105, 2018.

This article examines the reasons that led Cournot to refuse Walras's request that he writes an article defending mathematical economics. From a reading of Cournot's works on philosophy and economics we show three reasons which explain the Cournot's refusal. First, Cournot does not attach the same importance to the theorems proposed by Walras. Second, these theorems enable Walras to defend an economic system that he considers to be truer than any other while Cournot believed that the economy could be subject to various forms of mathematical representations. Third, Cournot does not refer to the same conception of mathematics of Walras.

Lise Arena, Leonard Minkes, « The virtues of dialogue between academics and businessmen », *Business History*, 2017, <https://doi.org/10.1080/00076791.2017.1382473>

Richard Arena, « Modern structural economic dynamics in the short and the long run », *Journal of History of Economic Thought*, Vol. 39, n°1, p. 101-123, 2017.

Richard Arena, « Schumpeter and Schumpeterians on competition: some policy implications », *Journal of Evolutionary Economics*, Vol. 27, n°1, p 161-186, 2017.

Nicolas Brisset, « On performativity: Option theory and the resistance of financial phenomena », *Journal of the History of Economic Thought*, Vol. 39, n°4, p. 549-569, 2017.

Cléo Chassonnery-Zaïgouche, **Lauren Larrouy**, « From warfare to welfare : Contextualising Arrow and Schelling's models of racial inequalities (1968–1972) », *The European Journal of the History of Economic Thought*, Vol. 24, issue 6, p. 1355-1387, 2017.

Muriel Dal Pont Legrand, Harald Hagemann, « Schumpeter's analysis of the cleansing effect re-considered », *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 31, n°1, p. 245-256, 2017.

Muriel Dal Pont Legrand, Harald Hagemann, « Business cycles, growth and economic policy: Schumpeter and the Great Depression », *Journal of History of Economic Thought*, Vol. 39, n°1, p. 19-33, 2017.

Tom Juille, **Dorian Jullien**, « Narrativity and identity in the representation of the economic agent », *Journal of Economic Methodology*, Vol. 24, n°3, p. 274-296, 2017.

Dorian Jullien « A la recherche de la signification perdue du paradoxe d'Allais », *Revue Economique*, Vol. 68, p. 4, p. 695-699, 2017.

Agnès Festré, Odile Lakomski-Laguerre, Stéphane Longuet, « Schumpeterians on economic policy issues: Re-reading Schumpeter through the lens of institutional and behavioural economics. An introduction to the special issue », *Journal of Evolutionary Economics*, Vol. 27, n°1-2, p. 3-24, 2017.

Lauren Larrouy, **Guilhem Lecouteux**, « Mindreading and endogenous beliefs in games », *Journal of Economic Methodology*, Vol. 24, n°3, p. 318-343, 2017.

Ateliers et workshops

Chaque année, une à deux journées/ateliers sont organisées. Il s'agit généralement d'une initiative organisée en synergie avec les responsables du séminaire GREDEG. Elle permet de tirer parti du séjour d'un(e) chercheur(e) invité(e) pour étendre la discussion, permettre à des chercheurs du GREDEG de présenter également leurs papiers. Cet exercice est encore plus important pour les doctorants d'H2P2S qui sont d'ailleurs la plupart du temps les organisateurs de ces journées.

Ateliers histoire de la macroéconomie (dans le cadre des séminaires GREDEG)

21 juin 2018

« Challenging Lucas: From overlapping generations to infinite-lived agent models » Michaël Assous et Pedro Garcia Duarte. Présentation par Michaël Assous Université de Lyon 2, Triangle CNRS.

« Walking on a tightrope: Samuelson and the neoclassical synthesis in the context of growth economics » (Michaël Assous,

Muriel Dal Pont Legrand, Sonia Mansieri).

Ateliers histoire de la microéconomie (dans le cadre des séminaires GREDEG)

2 juillet 2018

John Davis (Marquette University, Etats Unis), Wade Hands (University Puget Sounds, Etats-Unis)

VIGONI I FAME, Fabricating Modern Economics.

L'Italie, L'Allemagne et la France dans le processus de trans-nationalisation de la science économique, de la période de l'entre-deux guerres à la fin des années quatre-vingt.

Atelier Vigoni I - 1918-1945, Villa Vigoni, 3-6 décembre 2018, 15 participants.

Responsables du projet : **Muriel Dal Pont Legrand** (UCA GREDEG CNRS), Harald Hagemann (Université Hohenheim), Cristina Marcuzzo (Accademia Lincei, Université Roma la Sapienza). Durée du projet : 3 ans.

Third nHice (Network for the History of Contemporaneous Economics) workshop,

15-17 Novembre 2018. UCA GREDEG CNRS. Titre: Microfoundations for Macroeconomics : retrospect and prospect. Appel à Communication à suivre.

Invitations et visitings

Muriel Dal Pont Legrand : Séminaire invité auprès du BETA CNRS, Université de Strasbourg, 13 avril 2018

Titre : « Walking on a tightrope: Samuelson and the neoclassical synthesis in the context of growth economics » (Michaël Assous et Sonia Mansieri).

Nicolas Brisset, **Dorian Jullien** : Séminaire invité au Cercle d'épistémologie économique, CES CNRS Paris1 Panthéon Sorbonne jeudi 24 mai 2018, Maison des Sciences Économiques.

Titre : « Models as speech acts ».

Muriel Dal Pont Legrand : Séjour invité Université de Roma la Sapienza, 21-23 mai 2018. Formation Master 2/ Erasmus.

Titre : « Macro-Agents based models challenging DSGE? ».

Présentation

Responsables : Eva Mouial Bassilana et Irina Parachkévova

Le projet SMDE s'appuie sur un ancrage disciplinaire fort, dans le souci de favoriser des approches interdisciplinaires entre droit, économie et gestion. L'originalité du projet est d'approfondir les explications des phénomènes économiques et notamment des phénomènes de pouvoir économique. A cette fin, il approfondit les travaux déjà entrepris sur le pluralisme des sources du droit économique. Les travaux de l'équipe attestent également de l'originalité de la démarche méthodologique du projet. Les membres du projet ont à cœur de décrypter les questions étudiées à travers l'analyse substantielle, qui constitue de longue date une méthode originale, propre à l'Ecole de droit économique de Nice. Cette méthode permet de fournir les clefs d'une « saisie juridique » appropriée des questions analysées, en dépassant leur qualification formelle pour s'intéresser à leur substance. L'analyse est critique par essence.

Le projet a aussi pour objet de comparer ses propres analyses sur les concepts étudiés avec les méthodes et analyses dégagées dans les autres sciences sociales représentées au sein du GREDEG (ex. principe de précaution, éco-organismes, contentieux économiques, concepts juridiques du droit de l'environnement, etc.). En effet, les passerelles entre droit privé et droit public, mais aussi entre droit, économie, gestion, philosophie ou sociologie sont un trait marquant des travaux de l'équipe.

Publications récentes

Jean-Baptiste Racine, Fabrice Siirainen, Droit du commerce international, 3^{ème} éd. Dalloz, 2018

Le droit du commerce international est devenu une discipline fondamentale à l'heure de la mondialisation de l'économie. Il s'agit d'un droit particulier : un droit par nature composite, fait de règles nationales et internationales, publiques et privées, qui mélange les règles de conflit et les règles matérielles et qui connaît le phénomène particulier de la *lex mercatoria*. Outre les sources du droit du commerce international, alimentées notamment par l'Organisation mondiale du commerce, l'ouvrage se propose d'étudier les opérateurs du commerce international, à savoir les sociétés et les États, les opérations du commerce international : vente, transport, distribution, sous-traitance, transfert de droits de propriété intellectuelle, etc., et enfin le contentieux du commerce international à travers sa figure emblématique : l'arbitrage.



Irina Parachkévova, Marina Teller (sous la dir. de), Quelles régulations pour l'économie collaborative ? Un défi pour le droit économique, coll. Thèmes et commentaires, Dalloz 2017



Des particuliers propriétaires de ressources inutilisées les ouvrent à d'autres particuliers, grâce à des plateformes dématérialisées, dans des conditions souvent meilleures que celles offertes par les secteurs traditionnels. La rencontre de l'innovation technologique et d'aspirations sociétales nouvelles engendre ainsi « l'économie collaborative ». Ce phénomène émergeant télescope les cadres juridiques classiques de l'activité économique. Contrat, propriété, entreprise, marché : les piliers du droit sont ébranlés. De nouvelles dépendances prennent place et apparaissent comme un des grands défis actuels du droit économique.

Cet ouvrage repose sur un métissage des savoirs juridiques et non-juridiques et se donne pour but de tenter de comprendre ces réalités et de réfléchir à leurs régulations.

Irina Parachkévova (sous la dir.), « La responsabilité dans les groupes de sociétés », Dossier Actes pratiques et Ingénierie sociétaire, Lexisnexis, n° 153, mai-juin, p. 4 et s., 2017.

Caroline Lequesne-Roth, « La notation financière : instrument de l'action publique européenne », Revue Internationale de Droit Economique, p. 41 et s., 2017.

Eva Mouial Bassilana, David Restrepo, Matteo Winckler, « The impact of the French doctrine of significant imbalance on International Business Transactions », Journal of Business Law, n°2, p. 148 et s., 2018.

Lêmy Godefroy, « Le code algorithmique au service du droit », Dalloz p. 734 et s., 2018.

Contrats

Droit et objets connectés – UCA Académie 5 (2 ans)

Projet de recherche porté par **Irina Parachkévova, Jean-Baptiste Racine et Thierry Marteu**.

Ce projet s'inscrit dans un axe de réflexion entamée depuis quelques années par les chercheurs juristes du GREDEG sur les relations entre le droit et les technologies liées au numérique. Il s'appuie sur le constat, avéré, que les progrès numériques se réalisent à une vitesse considérable, qui dépasse de loin le rythme habituel de la « fabrique » du droit. Le projet interroge profondément la méthode de la régulation juridique de l'innovation numérique qui, de fait, se déclenche souvent de manière tardive et imparfaite. La méthode de régulation gagnerait pourtant à être repensée dans son approche même. Parmi les phénomènes au cœur de la problématique soulevée, se trouve le développement des objets connectés. Il en est résulté des technologies révolutionnaires comme les *blockchains* et les *smartcontracts* qui, en pratique, permettent la mise en place de systèmes juridiques numériques autonomes, qui pourront à court ou moyen terme se passer du juge et de l'avocat dans certaines situations. De nombreux problèmes sont alors posés, notamment l'application dans ce cadre des règles de la responsabilité civile ou encore celle fondamentale de la protection des données personnelles.

Manifestations à venir dans le cadre de ce projet :

- 4 juin 2018 : Tables Rondes pluridisciplinaires du sur les « Enjeux juridiques des objets connectés », organisées à la Faculté de droit et de science politique à Nice.
- 27-28 sept. 2018 : Rencontres avec le Centre de philosophie du droit Perelman (Université libre de Bruxelles) sur le thème « Objet connectés et I.A. : Regards croisés de deux écoles ».

Workshops et colloques



Colloque, « Les administrations publiques à l'épreuve de leur dette », sous la direction scientifique, de **Caroline Lequesne Roth**, 1^{er} et 2 fév. 2018, Faculté de droit et de science politique de Nice, en collaboration avec l'Université de Paris-II

Journées de droit économique : « Pouvoirs privés économiques et ordre public économique. A propos de la propriété, des usages et du numérique », Nice, 12 avril 2018 sous la direction scientifique de **Patrice Reis**, Co-directeur du GREDEG



Séminaire inspiré par l'article « The Impact of the French Doctrine of Significant Imbalance on International Business Transactions » publié dans Journal of Business Law, 2018, (co-écrit par les Professeurs Restrepo, **Mouial Bassilana** et Winckler), organisé par **Eva Mouial Bassilana**, Nice, le 30 mai

Colloque « La monnaie et le droit », sous la dir. de Kevin Luciano, MCF à l'Université de Nice et David Pavot (Université de Sherbrooke), Nice 21 et 22 juin

Invitations de chercheurs extérieurs

- Regards positifs sur la liquidation judiciaire, conférence Nice, 13 fév. 2018, par C. Saint-Alary-Houin, Professeur émérite Université de Toulouse.
- La circulation totale au-delà du contrôle, par J.-S. Bergé, professeur à Lyon-III, membre de l'IUF, fév. 2018.
- Des usages en général et des usages des facultés en particulier, P. Mousseron, professeur à l'université de Montpellier, 23 fév. 2018.
- Séminaire GREDEG avec D. Restrepo et M. Winckler, Professeurs à HEC sur le thème de l'impact du déséquilibre significatif sur les contrats du commerce international, mercredi 30 mai, 14h30, Faculté de droit et de sciences politiques.
- Ateliers G. Farjat, 12 oct. 2018, « Les fondements idéologiques de la notion d'ordre public économique » avec J. Chevalier, Professeur de droit public à Paris II.

Présentation

Responsables : Patrice Bougette et Frédéric Marty

Le projet SRM croise les perspectives économiques, juridiques et managériales pour analyser la formation, l'interprétation et l'activation des normes et des règles dans la définition des stratégies d'action des individus, des firmes ou des institutions. Il s'agit d'analyser non seulement la stratégie des agents en matière de construction des règles publiques ou privées mais aussi le rôle de ces dernières dans la définition de leurs stratégies de marché. Les règles peuvent être saisies comme des ressources d'actions tant en matière de gestion des risques (économiques, juridiques, managériaux) que de développement de stratégies plus offensives. Trois dimensions émergent alors de ce projet de recherche.

La première porte sur la construction des normes et des règles. Il s'agit d'analyser les rapports actifs entre les agents et le cadre réglementaire qui canalise leur action. Cette dimension porte à la fois sur les processus de co-construction des règles et sur le jeu autour de leurs interprétations, notamment au travers de contentieux. Les domaines d'application de cette première approche concernent à la fois la régulation des marchés mais aussi la réglementation bancaire et financière, qu'il s'agisse de ses volets comptable ou prudentiel.

La deuxième dimension est directement reliée à l'analyse des différends et des conflits autour des règles ou mobilisant celles-ci. A ce titre, elle accorde une place essentielle aux stratégies économiques déployées par les acteurs dans le règlement des litiges, que ce soit pour la défense de leurs intérêts ou pour des stratégies instrumentalisant les règles dans le cadre de leurs rapports de marché. Les travaux portent notamment sur l'économie du droit de la concurrence sur les différends commerciaux internationaux.

Une troisième, et dernière dimension, concerne la négociation de la règle, qu'il s'agisse des négociations portant sur la construction de celles-ci ou des négociations permises ou organisées par ces dernières. Ces dimensions portent tout d'abord sur des processus de co-construction des normes ou des politiques publiques, par exemple les pratiques professionnelles et d'usages de la règle au sein des organisations, ou dans le domaine des politiques industrielles ou bien encore dans celui de la régulation financière. Elles portent également sur l'arbitrage, sur les procédures transactionnelles en droit de la concurrence ou en droit financier.

Les domaines d'application développés au sein de SRM portent sur l'énergie et l'environnement, les industries de réseaux, le domaine financier et l'économie numérique.

Publications récentes



Stéphane Gonzalez, Aymeric Lardon, « **Optimal Deterrence of Cooperation** », **International Journal of Game Theory**, Vol. 47, n°1, p. 207-227, 2018

We introduce axiomatically a new solution concept for cooperative games with transferable utility inspired by the core. While core solution concepts have investigated the sustainability of cooperation among players, our solution concept, called contraction core, focuses on the deterrence of cooperation. The main interest of the contraction core is to provide a monetary measure of the robustness of cooperation in the grand coalition. We motivate this concept by providing optimal fine imposed by competition authorities for the dismantling of cartels in oligopolistic markets. We characterize the contraction core on the set of balanced cooperative games with transferable utility by four axioms: the two classic axioms of non-emptiness and individual rationality, a superadditivity principle and a weak version of a new axiom of consistency.



Estelle Malavolti, Frédéric Marty, « **Faut-il autoriser des aides d'exploitation pérennes versées par les aéroports régionaux aux compagnies à bas coûts ?** », **Revue Economique**, à paraître.

La Commission Européenne a modifié les lignes directrices sur les aides publiques relatives au transport aérien en 2014. Les lignes directrices ouvrent désormais la possibilité d'aides à l'exploitation transitoires. Nous montrons que des mesures de soutien pérennes peuvent s'avérer rationnelles pour le gestionnaire d'une infrastructure aéroportuaire et peuvent ce faisant échapper à une qualification d'aides publiques. Cela passe par une modélisation de l'aéroport comme une plate-forme biface, exploitant les externalités existantes entre activités aéronautiques et commerciales. Au-delà du champ concurrentiel, il s'agit également de se pencher sur la réglementation des redevances. En effet, une réglementation par prix plancher peut être rationnelle dès lors que le soutien passe par des remises sur les redevances aéronautiques.

Iryna Veryzhenko, Etienne Harb, **Nathalie Oriol**, « The impact of the French financial transaction tax on HFT activities and market quality », *Economic Modelling*, Vol. 67, p. 307-315, 2017.

Pierre-André Buigues, **Frédéric Marty**, « Politiques publiques et aides d'Etat aux entreprises : typologie des stratégies des Etats Membres de l'Union Européenne », GREDEG Working Paper 2018-07.

Joslem Ngambou, « Re-exploring the nexus between monetary policy and banks' risk-taking », GREDEG Working Paper 2018-12.

Ateliers et workshops

Séminaires : Axel Gautier (Université de Liège), professeur invité ISEM : séminaire GREDEG sur l'intégration des énergies renouvelables dans les réseaux (fév. 2018) / séminaire-lecture sur la neutralité du Net (mai 2018)

6^{ème} matinale d'actualité de droit bancaire et financier organisée par Marina Teller le 16 juin 2018 sur les perspectives d'évolution de la régulation dix ans après la crise financière.

Contributions de Thierry Granier (AMU) sur la tritrisation, Irina Parachkevova-Racine et Grégory Fuster sur le gouvernement d'entreprise, de Marina Teller sur les blockchains, de Frédéric Marty sur la sanction des abus de marchés et propos conclusifs de Jean-Sylvestre Bergé.

Invitations et visitings

Frédéric Marty : Séminaire du CREM, Université de Rennes 1, février 2018, « Algorithmes de prix et pratiques anticoncurrentielles : une application aux stratégies de discrimination ».

Patrice Bougette, Christophe Charlier : Séminaire du CREM, Université de Rennes 1, mars 2018, « Antidumping and Feed-In Tariffs as Good Buddies? Modeling the EU-China Solar Panel Dispute ».

Frédéric Marty : Séminaire « Droit et Economie » de la revue *Concurrences*, Bruxelles le 15 mai en coopération avec le cabinet Fréget – Tasso de Panafieu et Copenhagen Economics sur la libéralisation du secteur ferroviaire.

Lien : <https://vimeo.com/271425874>

Contrats

1^{ère} convention de recherche signée avec le régulateur des transports français

En coopération avec Thierry Blayac (CEE-M, Université de Montpellier), **Patrice Bougette** a signé une convention de recherche avec l'ARAFER, l'autorité régulatrice des transports, pour étudier la consolidation du secteur des bus longue distance (les « bus Macron »). Les premiers résultats seront présentés aux 1^{ères} Rencontres Francophones Transport Mobilité (RFTM) sur Lyon les 6-8 juin prochains et à la conférence internationale des économistes des transports (ITEA).



Mission Droit et Justice (Ministère de la Justice – CNRS)

Claire Lasserre et **Frédéric Marty** font partie d'une équipe de recherche interdisciplinaire (sciences économiques, sciences politiques et droit) sélectionnée par la Mission Droit et Justice (Ministère de la Justice – CNRS) pour mener un programme de recherche intitulé « Une justice économique « objective » ? L'expertise

économique dans le droit de la concurrence français : diffusion, origines et conséquences ». Ce programme dirigé par Julie Bailleux (sciences politiques) associe également des politistes (Yves Poimeur, Sébastien Billows et Lola Avril) et des juristes (Marie Malaurie-Vignal et Thibaut Schrepel). Ce projet de recherche a la particularité de porter sur le contrôle exercé par la Cour d'appel de Paris sur les décisions rendues par l'Autorité de la concurrence. Il portera sur des sujets abordés dans des recherches déjà entamées par les membres de SRM à savoir la place de l'approche par les effets (dite *approche plus économique*) dans l'établissement de la théorie du dommage, le calcul du montant des sanctions pécuniaires ou encore le prononcé des mesures conservatoires.

Autorité des normes comptables (ANC)



Samira Demaria a obtenu un contrat avec l'ANC sur le thème « Du reporting environnemental à la normalisation comptable : les enjeux comptables face aux risques et opportunités climatiques » sur la période 2018-2019.

Articles revues à comité de lecture

- Allegret Jean-Pierre** et Audrey Allegret-Sallenave (2018), The role of international reserves holding in buffering external shocks, *Applied Economics*, 50 (29), p. 3128-47.
- Ammar Oussama et **Philippe Chéreau**, (2018), Business model innovation from the strategic posture perspective: An exploration in manufacturing SMEs, *European Business Review*, 30 (1), p. 38-65.
- Arena Lise**, **Nathalie Oriol** et Iryna Veryzhenko (2018), Too fast, too furious? Algorithmic trading and financial instability, *Systèmes d'Information et Management*.
- Attour Amel** et **Nathalie Lazaric** (2018), From knowledge to business ecosystems: emergence of an entrepreneurial activity during knowledge replication, *Small Business Economics*.
- Babutsidze Zakaria** et Andreas Chaic (2018), Look at me saving the planet! The imitation of visible green behavior and its impact on the climate value-action gap, *Ecological Economics*, 146 (April), p. 290-303.
- Belin Jean, Marianne Guille, **Nathalie Lazaric** et Mérindol Valérie (2018), Defense firms adapting to major changes in the French R&D funding system, *Defence and Peace Economics*.
- Nicolas Brisset** (2018), Models as speech acts: The telling case of financial models, *Journal of Economic Methodology*, 25 (1), p. 21-41.
- Carugati Andrea, Walter Fernández **Lapo Mola**, Cecilia Rossignoli, (2018), My choice, your problem? Mandating IT use in large organisational networks, *Information Systems Journal*, 28 (1), p. 6-47.
- Castellaneta Francesco** et Carlo Salvat (online 06/2018), Culminating events and time working together in top management teams: Insights from private equity, *Long Range Planning*
- Castellaneta Francesco**, Giovanni Valentini et Maurizio Zollo, (2018), Learning or inertia? The impact of experience and knowledge codification on post-acquisition integration, *Industrial and Corporate Change*, 27 (3), p. 577-593.
- Cirillo Bruno**, Stefano Breschi et Adrea Prencipe, (online 06/2018), Divide to connect: reorganization through R&D unit spinout as linking context of intra-corporate networks, *Research Policy*.
- Coad Alex, Jacob Holm, **Jackie Krafft** et Francesco Quattraro (2018), Firm age and performance, *Journal of Evolutionary Economics*, 28 (1), p. 1-11.
- Gaglio Gérald** et Alexandre Mathieu-Fritz (2018), Les pratiques médicales et soignantes à distance : la télémédecine en actes, *Réseaux*, 2018/1, n°207, p. 9-24.
- Giorgini Giulio Cesare** (2018), Le droit français des entreprises en difficulté s'adapte au règlement Insolvabilité du 20 mai 2015, *Gazette du Palais*, (16 janv. 2018), p. 53-6, 311c6.
- Giorgini Giulio Cesare** (2018), Pas de condition supplémentaire à la tierce opposition du créancier ! - Note sous Com., 15 nov. 2017, n° 16-14.630, *Gazette du Palais*, (16 janv. 2018), p. 67-8, 311d2.
- Gloria Sandye** (2018), Menger contre Walras, *Revue Economique*, 69.
- Gonzalez Stéphane et **Aymeric Lardon** (2018), Optimal deterrence of cooperation, *International Journal of Game Theory*, 47 (1), p. 207-27.
- Hanaki Nobuyuki**, Eizo Akiyama et Ryuichiro Ishikawa (2018), Effects of different ways of incentivizing price forecasts on market dynamics and individual decisions in asset market experiments, *Journal of Economic Dynamics and Control*, 88 (March), p. 51-69.
- Hanaki Nobuyuki**, Eizo Akiyama et Ryuichiro Ishikawa (2018), Behavioral uncertainty and the dynamics of traders' confidence in their price forecasts, *Journal of Economic Dynamics and Control*, 88 (March), p.121-36.
- Hanaki Nobuyuki**, Alan Kirman et Paul Pezanis-Christou (2018), Observational and reinforcement pattern-learning: An exploratory study, *European Economic Review*, 104 (May), p. 1-21.
- Hanaki Nobuyuki**, Emily Tanimura et Nicolaas Vriend, J (2018), The principle of minimum differentiation revisited: return of the median voter, *Journal of Economic Behavior and Organization*.
- Hueber Olivier** (2018), The blockchain and the sidechain innovations for the electronic commerce beyond the Bitcoin's framework, *International Journal of Transitions and Innovation Systems*, 6 (1), p.88-102.
- Kaminska Renata** et Stefano Borzillo (2018), Challenges to the learning organization in the context of generational diversity and social networks, *Learning Organization, The*, 25 (2), p. 92-101.
- Kirat Thierry, **Frédéric Marty**, Amir Rezaee et Hugues Bouthinon-Dumas (2018), 'Quand dire c'est réguler' : Discours et communication de l'Autorité des marchés financiers, *Economie et institutions*, 25 (2017).
- Loufrani-Fedida Sabrina et **Eve Saint-Germes** (2018), Sustainable stakeholder engagement in a territorial HRM approach : the case of Sophia Antipolis technology cluster, *Revue de Gestion des Ressources Humaines*.
- Marty Frédéric** (2018), Une arme à double-tranchant ? Le recours aux partenariats public-privé et la maîtrise des risques budgétaires, *Revue française d'administration publique*, 2017-3, n°163, p. 613-30.
- Marty Frédéric** (2018), Le prix des services juridiques entre défaillance de la réglementation et défaillance de marché ?, *Revue Internationale de Droit Economique*, XXXI (4), p. 61-82.
- Marty Frédéric** et Thomas Reverdy (2018), Le marché de capacité français d'électricité, *Revue de l'OFCE*, 2017, n°154, p. 179-210.
- Nasica Eric** et Claude Gnos (2018), Adolphe Landry, interprète original de la théorie quantitative de la monnaie,²⁸ *Cahiers d'Economie Politique = Papers in political economy*.

- Parachkévova Irina** (2018), Conversion de la sauvegarde de la filiale en liquidation : l'autonomie patrimoniale prime toujours, *L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté*, (1), p. 5.
- Parachkévova Irina** (2018), Compte courant d'associé bloqué, intérêts échus pendant la période d'observation et déclaration de créance : mode d'emploi, *L'ESSENTIEL Droit des entreprises en difficulté*, 1, p. 4.
- Pommet Sophie** et Jean-François Sattin (2018), How well do owner-managers forecast potential future bankruptcy? Assessing fear of failure using employment insurance for SMEs, *Canadian Journal of Administrative Sciences - Revue Canadienne des Sciences de l'Administration*.
- Ragni Ludovic** et Claire Baldin (2018), Machiavelli before Pareto: Foxes, lions and the social equilibrium as a result of a non-logical actions, *Journal of the History of Economic Thought*.
- Vu Mai T.P., **Flora Bellone** et Marion Dovis (2018), Productivity and wage premiums: Evidence from Vietnamese ordinary and processing exporters, *International Economics* 154 (August), p. 48-67.

Ouvrages

- Racine Jean-Baptiste** et **Fabrice Siirainen** (2018), *Droit du commerce international 3ème édition* (Dalloz, Paris).
- Sarah Vanuxem** (2018), *La propriété de la terre* (Wildproject Editions, Collection Le Monde qui vient)

Chapitres d'ouvrages

- Arena Lise** (2018), Économie collaborative, formes d'organisations et de travail - Opportunités et risques d'un pseudo- nouveau paradigme en management, in Irina Parachkevova et Marina Teller, ed. : *Quelles régulations pour l'économie collaboratives ? Un défi pour le droit économique* (Dalloz - Collection : Thèmes & commentaires).
- Attour Amel**, Najma Saidani et Christine Abdalla (2018), Maryam ALAVI et Dorothy E. LEIDNER : une vision stratégique et organisationnelle du rôle des technologies de l'information et de la communication dans les processus de gestion des connaissances, in Isabelle Walsh, Michel Kalika et Carine Dominguez-Péry, ed. : *Les grands auteurs en système d'information*.
- Lorenz Edward** et **Sophie Pommet** (2018), Innovation, Credit Constraints and National Banking Systems: A comparison of developing nations, in Niosi Jorgé, ed. : *Innovation Systems and Innovation Policy* (Cambridge University Press).
- Marty Frédéric** (2018), La régulation du secteur des jeux entre Charybde et Scylla, in Jean-Baptiste Vila, ed. : *La régulation du secteur des jeux entre Charybde et Scylla* (LGDJ, collection Droit et Economie, Paris).
- Mouial-Bassilana Eva** (2018), Le surendettement des particuliers - Prévention (Chapitre), in *Lamy Droit économique* (Lamy, Wolters Kluwer France).
- Mouial-Bassilana Eva** (2018), Surendettement des particuliers - Traitement du surendettement (Chapitre), in *Lamy Droit économique* (Lamy, Wolters Kluwer France).
- Nasica Eric** (2018), Hyman P. Minsky, le théoricien de l'instabilité financière, in *L'Economie post-keynésienne en théorie et en pratique*, (Edition du Seuil, Paris).
- Philippe Chaniel, **Gérald Gaglio**, Bernard Cova, Alain Caillé et Juliette Weber (2018), Gérer par la valeur sociale : un pari impossible pour les mutuelles ?, in Amina Béji-Bécheur, Pénélope Codello et Pascale Château-Terrisse, coord. : *Gestion des entreprises sociales et solidaires* (Editions EMS, Caen).
- Pommet Sophie** et **Edward Lorenz** (2018), Innovation, credit constraints and national banking systems: A comparison of developing nations, in Jorge Nosi, ed. : *Innovation systems and innovation policy* (Cambridge University Press).

Direction d'ouvrages et de revues

- Gaglio Gérald** et Alexandre Mathieu-Fritz, eds. (2018), *La télémédecine en actes* (La Découverte, France).
- Irina Parachkévova** et **Marina Teller** eds. (2018), *Quelles régulations pour l'économie collaboratives ? Un défi pour le droit économique* (Dalloz - Collection : Thèmes & commentaires).

Working-papers

- Allegret Jean-Pierre**, Mohamed Benkhodja, Tahar et Tovonony Razafindrabe (2018), Monetary Policy, Oil Stabilization Fund and the Dutch Disease.
- Marty Frédéric** (2018), Pouvoirs économiques privés et ordre concurrentiel : Une application à l'économie numérique.
- Den Auwer Christophe, Hervé Michel, Gaelle Creff, Denis Josse, Frédéric Castagnola, Damien Provitolo, Sandra Perez, M-R Beccia, F Castagnola, G. Carle, T Pourcher, S. Russo, **P Steichen**, C. Drouot et N. Glaichenhaus (2018), Energie nucléaire, de la radiochimie à la perception publique, JIREC (Erquy, France).



30 th Annual EAEPE Conference 6-8 September 2018

The conference will provide some unique opportunities to revisit the foundations of evolutionary theories, to discuss alternative points of view at the macro, meso and micro levels, and to enrich traditional evolutionary background with diverse fields such as complexity science, biology, physics, philosophy sociology, history of thought, and management science among others.

Keynote Speakers :

G. Dosi, Sant'Anna Pisa, IT

M. Savona, SPRU, UK

The aim is to provide new empirical evidences and fresh insights for policy makers to understand the complexity of structural change, redefine innovation and formulate new innovation policies, which allow a rethinking of the role of the State in relation to transition issues; define and build commons to manage environmental issues; establish new partnerships with developing countries; investigate new ways of consuming and producing; shape new institutions to manage these structural changes; redefine social interactions related to demand and the labour market; define new business models relevant to the internet age; identify new organizing principles in the context of a knowledge economy; and finance and participate in a greener economy. The conference will take place at ISEM (School of Economics and Business), University of Nice Sophia Antipolis, Campus St Jean d'Angely, Nice.

Contact : Nathalie Lazaric, President of EAEPE

aepe.conference@unice.fr

Lien : www.eaepe.org



Une nouvelle perspective : la Cognition Quantique dans les sciences sociales.

La conférence internationale Quantum Interaction 2018 regroupera à Nice du 3 au 5 septembre 2018 des experts internationaux intéressés à un domaine purement interdisciplinaire émergent à la frontière de plusieurs disciplines combinant les mathématiques, la physique, les sciences cognitives, sociales et économiques et informatiques. Cette prestigieuse conférence s'est déjà déroulée depuis 2007 à Stanford, Oxford, Saarbruecken, Washington, Aberdeen, Paris, Leicester, Filzbach et San Francisco.

Les chercheurs de cette communauté souhaitent notamment comprendre si les probabilités quantiques, offrent un meilleur cadre mathématique que les probabilités classiques (notamment, les approches bayésiennes) pour construire des modèles cognitifs par exemple dans le contexte de la prise de décision stratégique.

Cette conférence s'inscrit dans une activité de recherche sur ces thèmes au sein du GREDEG et de l'Université Côte d'Azur. Trois ateliers internationaux ont ainsi été organisés en 2015, 2016 (<http://mshs.unice.fr/?p=6745>), 2017 (<http://mshs.unice.fr/?p=8105&>) soutenus par des institutions de recherche locales (GREDEG, Axe1 MSHS, ...) ainsi qu'une subvention nationale en 2014 pour le projet « QuantumTest » du Réseau National des MSH. Un projet UCA-IDEX financé par l'Académie 2 est également en cours « Quantum Cognition in Strategic Interaction »

Contact : Eric Guerci, MCF en Economie

Lien : <http://qi2018.quantum-interaction.org/?p=home>

Nous suivre :

<http://unice.fr/laboratoires/gredeg>

Recevoir nos actualités :

<mailto:sympa@listes.unice.fr?subject=sub%20gredeg.externes>